

NDLR :

- Les titres indiquant les thèmes abordés sont fournis à titre indicatif.
- Version intégrant les modifications apportées par la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019 qui figurent en gras et tenant compte du décret n° 2019-514 du 24 mai 2019.
- Sauf précision contraire, les nouvelles dispositions entrent en vigueur le lendemain de la publication de la loi au *Journal Officiel*, soit le 24 mai 2019.
- Sauf précision contraire, le règlement visé est le règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014.
- Seuls les textes publiés au *Journal Officiel* font foi.

SOMMAIRE

TITRE II : Des commissaires aux comptes

Chapitre préliminaire : Dispositions générales (Articles L820-1 à L820-7) p.3

Chapitre Ier : De l'organisation et du contrôle de la profession

Section 1 : De l'organisation de la profession (Articles L821-1 à L821-7) p.7

Section 2 : Du contrôle de la profession (Articles L821-9 à L821-15) p.13

Chapitre II : Du statut des commissaires aux comptes

Section 1 : De l'inscription (Articles L822-1 à L822-4) p.18

Section 2 : De la déontologie et de l'indépendance des commissaires aux comptes.
(Articles L822-9 à L822-16) p.22

Section 3 : De la responsabilité civile (Articles L822-17 à L822-19) p.27

Chapitre III : De l'exercice du contrôle légal

Section 1 : De la nomination, de la récusation et de la révocation des commissaires aux comptes.
(Articles L823-1 à L823-8-1) p.28

Section 2 : De la mission du commissaire aux comptes (Articles L823-9 à L823-12) p.37

Section 3 : Des modalités d'exercice de la mission (Articles L823-12-1 à L823-18-1) p.40

Section 4 : Du comité spécialisé (Articles L823-19 à L823-21) p.46

Chapitre IV : Des sanctions

Section 1 : De la nature des manquements et des sanctions (Articles L824-1 à L824-3) p.49

Section 2 : De la procédure (Articles L824-4 à L824-11) p.53

Section 3 : Des décisions et des voies de recours (Articles L824-12 à L824-14) p.55

Section 4 : De la coopération en matière de sanctions (Articles L824-15 à L824-16) p.57

TITRE DEUXIEME	« DES COMMISSAIRES AUX COMPTES »
CHAPITRE PRELIMINAIRE	« DISPOSITIONS GENERALES »
<p>Champ d'application du Titre II du Livre VIII du code de commerce</p> <p>Définition du terme « entité »</p> <p>Définition des « entités d'intérêt public »</p>	<p>Art. L. 820-1. I.- Nonobstant toute disposition contraire, les dispositions du présent titre sont applicables aux commissaires aux comptes dans l'exercice de leur activité professionnelle, quelle que soit la nature des missions ou des prestations qu'ils fournissent. Elles sont également applicables à ces personnes et entités, sous réserve des règles propres à celles-ci, quel que soit leur statut juridique.</p> <p>II.- Pour l'application du présent titre, le terme : "entité" désigne notamment les fonds mentionnés aux articles L. 214-8, L. 214-24-34 et L. 214-169 du code monétaire et financier⁽¹⁾.</p> <p>III.- Pour l'application du présent titre les termes : "entité d'intérêt public" désignent :</p> <p>1° Les établissements de crédit mentionnés au I de l'article L. 511-1 du code monétaire et financier ayant leur siège social en France ;</p> <p>2° Les entreprises d'assurance et de réassurance mentionnées aux articles L. 310-1 et L. 310-1-1 du code des assurances, à l'exception des sociétés d'assurance mutuelles dispensées d'agrément administratif en application de l'article R. 322-117-1 du code des assurances ;</p> <p>3° Les institutions de prévoyance et leurs unions régies par le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale, à l'exception de celles mentionnées au 3° de l'article L. 931-6-1 du code de la sécurité sociale ;</p> <p>4° Les mutuelles et unions de mutuelles régies par le livre II du code de la mutualité, à l'exception de celles mentionnées au 3° de l'article L. 211-11 du code de la mutualité ;</p> <p>5° Les personnes et entités dont les titres financiers sont admis aux négociations sur un marché réglementé ;</p> <p>6° Lorsque le total de leur bilan consolidé ou combiné excède un seuil fixé par décret⁽²⁾ :</p> <p>a) Les compagnies financières holdings au sens de l'article L. 517-1 du code monétaire et financier dont l'une des filiales est un établissement de crédit ;</p> <p>b) Les compagnies financières holdings mixtes au sens de l'article L. 517-4 du code monétaire et financier dont l'une des filiales est une entité d'intérêt public au sens du présent article ;</p> <p>c) Les sociétés de groupe d'assurance au sens de l'article L. 322-1-2 du code des assurances ;</p> <p>d) Les sociétés de groupe d'assurance mutuelle au sens de l'article L. 322-1-3 du code des assurances ;</p> <p>e) Les unions mutualistes de groupe au sens de l'article L. 111-4-2 du code de la mutualité ;</p> <p>f) Les sociétés de groupe assurantiel de protection sociale au sens de l'article L. 931-2-2 du code de la sécurité sociale.</p> <p>7° Les fonds de retraite professionnelle supplémentaire mentionnés à l'article L. 381-1 du code des assurances ;</p> <p>8° Les mutuelles ou unions de retraite professionnelle supplémentaire mentionnées à l'article L. 214-1 du code de la mutualité ;</p>

	<p>9° Les institutions de retraite professionnelle supplémentaire mentionnées à l'article L. 942-1 du code de la sécurité sociale.</p> <p>⁽¹⁾ Article L. 214-8 du code monétaire et financier : organismes de placement collectif mobilier Article L. 214-24-34 du code monétaire et financier : fonds communs de placement Article L. 214-169 du code monétaire et financier : organismes de titrisation</p> <p>⁽²⁾ Art. D. 820-1 C. com. : « Une personne ou une entité est qualifiée d'entité d'intérêt public en application du 6° du III de l'article L. 820-1 lorsque à la clôture de deux exercices consécutifs, le total de son bilan consolidé ou combiné est supérieur à 5 milliards d'euros. Elle perd cette qualification dès lors qu'elle n'a pas dépassé le seuil fixé pendant deux exercices consécutifs ».</p>
<p>Définition de l'exercice de la profession de CAC</p> <p>Fourniture par le CAC de services et d'attestations, en-dehors ou dans le cadre d'une mission légale</p>	<p>Art. L. 820-1-1.- L'exercice de la profession de commissaire aux comptes consiste en l'exercice, par le commissaire aux comptes, de missions de contrôle légal et d'autres missions qui lui sont confiées par la loi ou le règlement.</p> <p>Un commissaire aux comptes peut, en dehors ou dans le cadre d'une mission légale, fournir des services et des attestations, dans le respect des dispositions du présent code, de la réglementation européenne et des principes définis par le code de déontologie de la profession.</p>
<p>Protection du titre</p>	<p>Art. L. 820-2.- Nul ne peut se prévaloir du titre de commissaire aux comptes s'il ne remplit pas les conditions visées aux dispositions du présent titre.</p>
<p>Information sur l'appartenance à un réseau</p> <p>Information sur le montant des honoraires perçus et la nature des services fournis par le réseau</p> <p>Communication au comité spécialisé (mandats EIP)</p> <p>Vérifications préalables à l'acceptation de la mission :</p> <p>- Indépendance</p> <p>- Ressources humaines et matérielles</p>	<p>Art. L. 820-3. I.- En vue de sa désignation, le commissaire aux comptes informe par écrit la personne ou l'entité dont il se propose de certifier les comptes de son affiliation à un réseau, national ou international, qui n'a pas pour activité exclusive le contrôle légal des comptes et dont les membres ont un intérêt économique commun. Le cas échéant, il l'informe également du montant global des honoraires perçus par ce réseau au titre des services autres que la certification des comptes ainsi que de la nature de ces services fournis par ce réseau à la personne ou à l'entité dont ledit commissaire aux comptes se propose de certifier les comptes, aux personnes ou entités qui la contrôlent ou qui sont contrôlées par elle, au sens des I et II de l'article L. 233-3. Les informations relatives au montant global des honoraires perçus sont intégrées aux documents mis à la disposition des actionnaires en application de l'article L. 225-108. Actualisées chaque année par le commissaire aux comptes, elles sont mises à la disposition, au siège de la personne dont il certifie les comptes, des associés et actionnaires et, pour les associations, des adhérents et donateurs.</p> <p>L'information sur le montant des honoraires versés à chacun des commissaires aux comptes est mise, au siège de la personne ou de l'entité contrôlée, à la disposition des associés et actionnaires et, pour les associations, des adhérents et donateurs.</p> <p>Pour les entités d'intérêt public, le détail des prestations fournies au titre des services autres que la certification des comptes peut être communiqué, à sa demande, au comité spécialisé mentionné à l'article L. 823-19 ou, selon le cas, à l'organe chargé de l'administration ou à l'organe de surveillance.</p> <p>II.- Avant d'accepter le mandat ou son renouvellement, le commissaire aux comptes vérifie et consigne :</p> <p>1° Les éléments relatifs au respect des conditions de son indépendance prévues par l'article L. 822-11-3 et par le code de déontologie mentionné à l'article L. 822-16, et, le cas échéant, les mesures de sauvegarde nécessaires pour atténuer les risques pesant sur son indépendance ;</p> <p>2° Les éléments établissant qu'il dispose des ressources humaines et matérielles nécessaires à la bonne exécution de la mission de certification des comptes.</p>

<p>Préparation au contrôle légal des comptes et évaluation des risques pesant sur l'indépendance (mandats EIP)</p>	<p>III.- Lorsque le commissaire aux comptes certifie les comptes d'une entité d'intérêt public, il se conforme aux dispositions de l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014⁽¹⁾ relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission.</p> <p>⁽¹⁾ Art. 6 du règlement « Préparation au contrôle légal des comptes et évaluation des risques qui pèsent sur l'indépendance » :</p> <p>« 1. Avant d'accepter ou de poursuivre une mission de contrôle légal des comptes d'une entité d'intérêt public, le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit vérifie et documente, outre ce qui est prévu à l'article 22 ter de la directive 2006/43/CE*, les éléments suivants :</p> <p>a) son respect des exigences figurant aux articles 4 et 5 du présent règlement**;</p> <p>b) le respect des conditions prévues à l'article 17 du présent règlement***;</p> <p>c) sans préjudice de la directive 2005/60/CE, l'intégrité des membres des organes de surveillance, d'administration et de direction de l'entité d'intérêt public.</p> <p>2. Le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit :</p> <p>a) confirme chaque année par écrit au comité d'audit que le contrôleur légal des comptes, le cabinet d'audit et ses associés, ainsi que les membres des instances dirigeantes et les gestionnaires qui effectuent le contrôle légal des comptes sont indépendants vis-à-vis de l'entité contrôlée;</p> <p>b) discute avec le comité d'audit les risques pesant sur son indépendance et les mesures de sauvegarde appliquées pour atténuer ces risques, qu'il a documentés conformément au paragraphe 1 ».</p> <p>*Article 22 ter « Préparation au contrôle légal des comptes et évaluation des risques qui pèsent sur l'indépendance ».</p> <p>**Article 4 « Honoraires d'audit », Article 5 « Interdiction de fournir des services autres que d'audit ».</p> <p>***Article 17 « Durée de la mission d'audit ».</p>
<p>Nullité des délibérations en cas d'absence de désignation régulière du commissaire aux comptes</p>	<p>Art. L. 820-3-1.- Les délibérations de l'organe mentionné au premier alinéa du I de l'article L. 823-1 prises à défaut de désignation régulière de commissaires aux comptes ou sur le rapport de commissaires aux comptes nommés ou demeurés en fonctions contrairement aux dispositions du présent titre ou à d'autres dispositions applicables à la personne ou à l'entité en cause sont nulles.</p> <p>L'action en nullité est éteinte si ces délibérations sont expressément confirmées par l'organe compétent sur le rapport de commissaires aux comptes régulièrement désignés.</p>
<p>Défaut de désignation ou de convocation</p> <p>Obstacle aux vérifications ou contrôles</p>	<p>Art. L. 820-4.- Nonobstant toute disposition contraire :</p> <p>1^o Est puni d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 30 000 euros le fait, pour tout dirigeant de personne ou de l'entité tenue d'avoir un commissaire aux comptes, de ne pas en provoquer la désignation. Est puni des mêmes peines le fait pour tout dirigeant d'une personne ou entité ayant un commissaire aux comptes de ne pas le convoquer à toute assemblée générale ;</p> <p>2^o Est puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 75 000 euros le fait, pour les dirigeants d'une personne morale ou toute personne ou entité au service d'une personne ou entité ayant un commissaire aux comptes, de mettre obstacle aux vérifications ou contrôles des commissaires aux comptes ou des experts nommés en exécution des articles L. 223-37 et L. 225-231, ou de leur refuser la communication sur place de toutes les pièces utiles à l'exercice de leur mission et, notamment, de tous contrats, livres, documents comptables et registres de procès-verbaux.</p>
<p>Usage illicite du titre</p> <p>Exercice illégal</p>	<p>Art. L. 820-5.- Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait, pour toute personne :</p> <p>1^o De faire usage du titre de commissaire aux comptes ou de titres quelconques tendant à créer une similitude ou une confusion avec celui-ci, sans être régulièrement inscrite sur la liste prévue au I de l'article L. 822-1 et avoir prêté serment dans les conditions prévues à l'article L. 822-3 ;</p>

<p>Violation du secret professionnel</p>	<p>2° D'exercer illégalement la profession de commissaire aux comptes, en violation des dispositions du I de l'article L. 822-1 et de l'article L. 822-3 ou d'une mesure d'interdiction ou de suspension temporaire ;</p> <p>Les articles 226-13 et 226-14 du code pénal relatifs au secret professionnel sont applicables aux commissaires aux comptes.</p>
<p>Violation des règles d'incompatibilités légales</p>	<p>Art. L. 820-6.- Et puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 7 500 euros le fait, pour toute personne d'accepter, d'exercer ou de conserver les fonctions de commissaire aux comptes, nonobstant les incompatibilités légales, soit en son nom personnel, soit au titre d'associé dans une société de commissaires aux comptes.</p>
<p>Informations mensongères Défaut de révélation</p>	<p>Art. L. 820-7.- Est puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 75 000 euros le fait, pour toute personne exerçant les fonctions de commissaire aux comptes, de donner ou confirmer des informations mensongères sur la situation de la personne morale ou de ne pas révéler au procureur de la République les faits délictueux dont elle a eu connaissance.</p>

CHAPITRE PREMIER	« DE L'ORGANISATION ET DU CONTROLE DE LA PROFESSION »
	SECTION 1 « DE L'ORGANISATION DE LA PROFESSION »
<p>Missions du H3C</p> <p>Inscription</p> <p>Adoption des normes</p> <p>Orientations/Formations</p> <p>Règles EIP</p> <p>Orientation des contrôles d'activité</p> <p>Enquêtes</p> <p>Sanctions</p> <p>Litiges honoraires</p> <p>Coopération internationale</p> <p>Suivi du marché de l'audit légal</p> <p>Possibilité de délégation à la CNCC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inscription - Formation - Contrôle d'activité 	<p>Art. L. 821-1. I.- Le Haut Conseil du commissariat aux comptes est une autorité publique indépendante.</p> <p>Le Haut conseil exerce les missions suivantes :</p> <p>1° Il procède à l'inscription des commissaires aux comptes et des contrôleurs de pays tiers mentionnés au I de l'article L. 822-1-5 et à la tenue des listes prévues à l'article L. 822-1 ;</p> <p>2° Il adopte, dans les conditions prévues à l'article L. 821-14, les normes relatives à la déontologie des commissaires aux comptes, au contrôle interne de qualité et à l'exercice professionnel ;</p> <p>3° Il définit les orientations générales et les différents domaines sur lesquels l'obligation de formation continue peut porter et veille au respect des obligations des commissaires aux comptes dans ce domaine ;</p> <p>4° Il prend les mesures mentionnées aux III et V de l'article L. 823-3-1 et au III de l'article L. 823-18 ;</p> <p>5° Il définit le cadre et les orientations des contrôles prévus à l'article L. 821-9 ; il en supervise la réalisation et peut émettre des recommandations dans le cadre de leur suivi ;</p> <p>6° Il diligente des enquêtes portant sur les manquements aux dispositions du présent titre et à celles du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014 ;</p> <p>7° Il prononce des sanctions dans les conditions prévues au chapitre IV du présent titre ;</p> <p>8° Il statue sur les litiges relatifs à la rémunération des commissaires aux comptes, conformément à l'article L. 823-18-1 ;</p> <p>9° Il coopère avec les autorités d'autres Etats exerçant des compétences analogues, les autorités de l'Union européenne chargées de la supervision des entités d'intérêt public, les banques centrales, le Système européen de banques centrales, la Banque centrale européenne et le Comité européen du risque systémique ;</p> <p>10° Il suit l'évolution du marché de la réalisation des missions de contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public, dans les conditions définies à l'article 27 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽¹⁾.</p> <p>Sauf dispositions contraires, les missions confiées au Haut conseil sont exercées par le collège.</p> <p>II.- Le Haut conseil peut déléguer à la Compagnie nationale des commissaires aux comptes la réalisation des missions suivantes ou de certaines d'entre elles :</p> <p>1° L'inscription et la tenue de la liste mentionnée au I de l'article L. 822-1 ;</p> <p>2° Le suivi du respect des obligations de formation continue des commissaires aux comptes ;</p> <p>3° Les contrôles effectués dans les conditions prévues à la section 2 du présent chapitre.</p> <p>Les conditions de la délégation sont fixées par une convention homologuée par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.</p>

	<p>Voir Art. R. 821-1, R. 821-6, R. 821-7, R. 821-16 et s., R. 821-68 et s., R. 822-8 et s. et R. 824-1 et s. C. com.</p> <p>⁽¹⁾ Art. 27 du règlement « Suivi de la qualité et de la compétitivité du marché » : « 1. Les autorités compétentes désignées au titre de l'article 20, paragraphe 1, et le réseau européen de la concurrence (REC), le cas échéant, suivent régulièrement l'évolution du marché de la fourniture de services de contrôle légal des comptes aux entités d'intérêt public et évaluent notamment : a) les risques découlant d'une incidence élevée de lacunes du point de vue de la qualité d'un contrôleur légal des comptes ou d'un cabinet d'audit, notamment des lacunes systématiques au sein du réseau de cabinets d'audit, qui peuvent conduire à la disparition d'un ou de cabinets d'audit, à l'interruption de la fourniture de services de contrôle légal des comptes dans un secteur particulier ou dans plusieurs secteurs, à une plus grande accumulation de risques de lacunes de l'audit et à des incidences sur la stabilité globale du secteur financier ; b) les niveaux de concentration du marché, y compris dans des secteurs spécifiques ; c) le travail des comités d'audit ; d) la nécessité d'adopter des mesures pour atténuer les risques visés au point a).</p> <p>2. Au plus tard le 17 juin 2016, et au moins tous les trois ans par la suite, chaque autorité compétente et le REC élaborent un rapport sur l'évolution du marché de la fourniture de services de contrôle légal des comptes aux entités d'intérêt public, qu'ils soumettent au CEAOB, à l'AEMF, à l'ABE, à l'AEAPP et à la Commission. Après consultation du CEAOB, de l'AEMF, de l'ABE et de l'AEAPP et sur la base de ces rapports, la Commission rédige un rapport commun sur cette évolution au niveau de l'Union. Ce rapport commun est soumis au Conseil, à la Banque centrale européenne et au Comité européen du risque systémique, ainsi que, le cas échéant, au Parlement européen ».</p>
<p>Composition du collège du H3C</p> <p>Parité</p> <p>Composition du bureau</p> <p>Nomination des membres du H3C</p>	<p>Art. L. 821-2. (ancien article L. 821-3) I.- Le collège du Haut conseil du commissariat aux comptes comprend :</p> <p>1° Quatre magistrats, dont :</p> <p>a) Un membre de la Cour de cassation, président du Haut conseil ;</p> <p>b) Deux magistrats de l'ordre judiciaire dont l'un est président de la formation restreinte prévue au II ;</p> <p>c) Un magistrat de la Cour des comptes ;</p> <p>2° Le président de l'Autorité des marchés financiers ou son représentant, le président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ou son représentant, le directeur général du Trésor ou son représentant ;</p> <p>3° Un professeur des universités spécialisé en matière juridique, économique ou financière ;</p> <p>4° Quatre personnes qualifiées en matière économique et financière ; la première est choisie pour ses compétences dans les domaines des offres au public et des sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, la deuxième pour ses compétences dans le domaine de la banque ou de l'assurance, la troisième pour ses compétences dans le domaine des petites et moyennes entreprises, des personnes morales de droit privé ayant une activité économique ou des associations, la quatrième pour ses compétences en matière de comptabilité nationale et internationale ;</p> <p>5° Deux personnes ayant exercé la profession de commissaire aux comptes.</p> <p>Les membres mentionnés au 1° comprennent un nombre égal de femmes et d'hommes. Parmi les autres membres, à l'exception des membres de droit mentionnés au 2°, l'écart entre le nombre de femmes et d'hommes ne peut être supérieur à un.</p> <p>Le bureau est composé du président du Haut conseil et de deux membres titulaires et de leurs suppléants élus par le collège en son sein. Il est chargé d'exercer les attributions mentionnées au 4° du I de l'article L. 821-1.</p> <p>Le président du Haut conseil est nommé par décret du Président de la République pour une durée de six ans. Il exerce ses fonctions à plein temps. En cas d'empêchement, il est suppléé par le magistrat de l'ordre judiciaire qui ne préside pas la formation restreinte.</p> <p>Les membres du Haut conseil, autres que les membres de droit, sont nommés par décret pour six ans renouvelables une fois, à l'exception des membres mentionnés au 5° dont le mandat n'est pas renouvelable. Le mandat n'est pas</p>

<p>Remplacement de l'un des membres du H3C</p> <p>Formation restreinte</p> <p>Commission paritaire chargée d'élaborer le projet des normes</p>	<p>interrompu par les règles de limite d'âge éventuellement applicables aux intéressés.</p> <p>Lors de la désignation d'un nouveau membre appelé à remplacer un membre dont le mandat a pris fin avant le terme normal, le nouveau membre est de même sexe que celui qu'il remplace.</p> <p>II.- En matière de sanctions, et pour connaître du contentieux des honoraires, le Haut conseil du commissariat aux comptes statue en formation restreinte.</p> <p>La formation restreinte est composée du magistrat de l'ordre judiciaire qui en est le président et de quatre autres membres élus par le collège en son sein, à l'exception des membres du bureau et du directeur général du Trésor ou de son représentant.</p> <p>En cas d'empêchement du président, il est suppléé par le membre de la formation restreinte le plus âgé.</p> <p>Les membres de la formation restreinte ne participent pas aux délibérations du collège portant sur des cas individuels.</p> <p>III.- Une commission composée à parité de membres du collège et de commissaires aux comptes est placée auprès du Haut conseil afin d'élaborer le projet des normes prévues au 2° du I de l'article L. 821-1. Le nombre et les modalités de désignation de ses membres ainsi que les règles relatives à son organisation et à son fonctionnement sont fixés par le règlement intérieur du Haut conseil.</p> <p><i>Voir Art. R. 821-5 et R. 824-12 et s. C. com.</i></p>
<p>Indépendance des membres du H3C</p> <p>Modalités de vote pour les délibérations du H3C</p>	<p>Art. L. 821-3. I.- Au cours des trois années précédant leur nomination, les membres du Haut conseil ne doivent pas avoir réalisé de mission de certification des comptes, avoir détenu de droits de vote, avoir fait partie de l'organe d'administration ou de surveillance ou avoir été salarié d'une société de commissaire aux comptes.</p> <p>II.- Les décisions du Haut conseil sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, la voix du président du Haut conseil est prépondérante. En cas de partage égal des voix au sein de la formation restreinte, la voix de son président est prépondérante.</p> <p><i>Voir Art. R. 821-3-I, R. 821-4, R. 821-9 et R. 821-9-1 C. com.</i></p>
<p>Service des enquêtes</p>	<p>Art. L. 821-3-1.- Le Haut conseil dispose d'un service chargé de procéder aux enquêtes préalables à l'ouverture des procédures prévues au chapitre IV du présent titre. Ce service est dirigé par un rapporteur général et composé d'enquêteurs habilités par ce dernier.</p> <p>Les enquêteurs ainsi que toute personne participant à une mission d'enquête sont désignés dans des conditions propres à éviter tout conflit d'intérêt avec les commissaires aux comptes ou les personnes ou entités qui font l'objet de l'enquête.</p> <p><i>Voir Art. R. 821-1 et s., R.824-1 et s. C. com.</i></p>
<p>Personnel des services du H3C</p>	<p>Art. L. 821-3-2.- (Abrogé)</p>

<p>H3C et secret professionnel</p>	<p>Art. L. 821-3-3. (anciens articles L. 821-3-1 et 821-7) I.- Sans préjudice des dispositions prévues à l'article L. 821-12-5 du présent code et au I de l'article L. 631-1 du code monétaire et financier, les personnels du Haut conseil, ainsi que toutes les personnes physiques ou morales qui, à quelque titre que ce soit, participent, même occasionnellement, à l'activité de celui-ci sont tenus au secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions.</p> <p>Ce secret n'est pas opposable à l'autorité judiciaire.</p> <p>II.- Le secret professionnel n'est pas opposable au Haut conseil et à ses services dans l'exercice de leurs missions, sauf par les auxiliaires de justice.</p>
<p>Commissaire du Gouvernement auprès du H3C</p>	<p>Art. L. 821-4.- Un commissaire du Gouvernement auprès du Haut conseil du commissariat aux comptes est désigné par le garde des sceaux, ministre de la justice. Il siège avec voix consultative. Le commissaire du Gouvernement n'assiste pas aux délibérations du Haut conseil statuant en formation restreinte. Il peut demander une seconde délibération quand le Haut conseil ne statue pas en formation restreinte.</p> <p><i>Voir Art. R. 821-4, R. 821-7 et R. 821-8 C. com.</i></p>
<p>Financement du H3C - Cotisations</p> <p>Contribution</p>	<p>Art. L. 821-5. I.- Dans la limite du plafond prévu au I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012⁽¹⁾, le Haut Conseil du commissariat aux comptes perçoit le produit des cotisations mentionnées à l'article L. 821-6-1 pour assurer le financement des missions définies à l'article L. 821-1.</p> <p>II.- Les personnes qui sollicitent leur inscription sur la liste mentionnée au II de l'article L. 822-1 sont assujetties à une contribution forfaitaire dont le montant, fixé par décret, n'excède pas 5 000 €. Cette contribution est recouvrée par le Haut Conseil, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat⁽²⁾.</p> <p>III.- Un décret en Conseil d'Etat fixe le régime comptable du Haut Conseil, ainsi que le régime indemnitaire de ses membres, de son président, de son directeur général et du rapporteur général.</p> <p><i>Voir Art. R. 821-14-3 et s. C. com.</i></p> <p>⁽¹⁾Plafond fixé à 19 400 000 euros.</p> <p>⁽²⁾Décret n° 2017-1855 du 30 décembre 2017 - Article 1 : « Le montant de la contribution forfaitaire prévue au II de l'article L. 821-5 du code de commerce dans sa rédaction résultant de l'article 149 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 est fixé à 5 000 euros ».</p>

<p>Personnalité morale de la CNCC et des CRCC</p> <p>Objet de la CNCC</p> <p>CRCC</p> <p>Regroupement de CRCC</p> <p>Financement de la CNCC et des CRCC</p>	<p>Art. L. 821-6.- Il est institué auprès du garde des sceaux, ministre de la justice, une Compagnie nationale des commissaires aux comptes, établissement d'utilité publique doté de la personnalité morale, chargée de représenter la profession de commissaire aux comptes auprès des pouvoirs publics.</p> <p>Elle concourt au bon exercice de la profession, à sa surveillance ainsi qu'à la défense de l'honneur et de l'indépendance de ses membres</p> <p>Il est institué une compagnie régionale des commissaires aux comptes, dotée de la personnalité morale, par ressort de cour d'appel. Toutefois, le garde des sceaux, ministre de la justice, peut procéder à des regroupements, après avis de la compagnie nationale et après consultation, par cette dernière, des compagnies régionales intéressées.</p> <p>Les ressources de la compagnie nationale et des compagnies régionales sont constituées notamment par une cotisation annuelle à la charge des commissaires aux comptes.</p> <p><i>Voir Art. R. 821-23 à R. 821-67, R. 822-25 et R. 822-26 et s. C. com.</i></p> <p><u>Commentaires :</u> <i>L'article 33 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 dispose :</i></p> <p><i>« les transferts de biens, droits et obligations résultant de la dissolution d'une compagnie régionale des commissaires aux comptes et réalisés au profit d'une autre compagnie à la suite d'une opération de regroupement mentionnée à l'article L. 821-6 du code de commerce intervenant avant le 31 décembre 2020 sont effectués sur la base des valeurs nettes comptables des apports. Ils ne donnent lieu au paiement d'aucun droit, taxe ou impôt de quelque nature que ce soit. Ils ne donnent pas non plus lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts.</i></p> <p><i>Pour l'application du premier alinéa du présent article, en matière d'impôt sur les sociétés, l'article 210 A du même code s'applique sous réserve que la compagnie régionale des commissaires aux comptes qui possède les biens à l'issue du transfert respecte les prescriptions prévues au 3 du même article 210 A.</i></p> <p><i>Pour l'application dudit article 210 A, la société absorbée s'entend de la compagnie régionale des commissaires aux comptes qui possédait les biens avant l'opération de transfert et la société absorbante s'entend de la compagnie régionale des commissaires aux comptes possédant ces mêmes biens après l'opération de transfert ».</i></p> <p><i>Conformément à l'article 31 de la loi PACTE, les biens meubles et immeubles, droits et obligations des compagnies régionales des commissaires aux comptes dissoutes dans le cadre des regroupements effectués au titre de l'article L. 821-6 du code de commerce avant le 31 décembre 2020 sont transférés aux compagnies régionales au sein desquelles s'opèrent les regroupements.</i></p> <p><i>Les compagnies régionales existantes conservent leur capacité juridique, pour les besoins de leur dissolution, jusqu'à l'entrée en vigueur des arrêtés opérant ces regroupements.</i></p> <p><i>La continuité des contrats de travail en cours est assurée dans les conditions prévues à l'article L. 1224-1 du code du travail.</i></p> <p><i>L'ensemble des transferts prévus par l'article 31 sont effectués à titre gratuit.</i></p>
<p>Cotisations dues au H3C - Calcul</p>	<p>Art. L. 821-6-1. I.- Les commissaires aux comptes inscrits sur la liste mentionnée au I de l'article L. 822-1 sont assujettis à une cotisation assise sur le montant total des honoraires qu'ils ont facturés au cours de l'année civile précédente aux personnes ou entités dont ils certifient les comptes. Le taux de cette cotisation, déterminé par décret, est compris entre 0,5 % et 0,7 %⁽¹⁾.</p>

II.- Les commissaires aux comptes inscrits sur la liste mentionnée au I de l'article L. 822-1 sont également assujettis à une cotisation assise sur le montant total des honoraires qu'ils ont facturés au cours de l'année civile précédente aux entités d'intérêt public dont ils certifient les comptes. Le taux de cette cotisation, déterminé par décret, est compris entre 0,2 % et 0,3 %⁽²⁾.

III.- Les cotisations mentionnées aux I et II sont exigibles le 31 mars de chaque année. Elles sont acquittées auprès de l'agent comptable du Haut Conseil du commissariat aux comptes.

IV.- Le Haut Conseil peut déléguer, par convention homologuée par arrêté du ministre de la justice, à la Compagnie nationale des commissaires aux comptes le recouvrement des cotisations prévues au présent article. Dans ce cas, les recettes collectées par la Compagnie nationale pour le compte du Haut Conseil font l'objet d'une comptabilité distincte retraçant l'ensemble des opérations liées à cette convention. Elles sont versées sur un compte spécifique et ne peuvent donner lieu à aucun placement par la Compagnie nationale. La Compagnie nationale met à la disposition du Haut Conseil les informations lui permettant de contrôler l'exactitude des sommes qui lui sont reversées. Le Haut Conseil demeure seul compétent pour engager les actions en recouvrement forcé des cotisations impayées.

Voir Art. R. 821-14-7-1 C. com.

⁽¹⁾ Décret n° 2017-1855 du 30 décembre 2017 - Article 2 :

« Le taux de la cotisation prévue au I de l'article L. 821-6-1 du code de commerce dans sa rédaction résultant de l'article 149 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 est fixé à 0,5 % ».

⁽²⁾ Décret n° 2017-1855 du 30 décembre 2017 - Article 3 :

« Le taux de la cotisation prévue au II de l'article L. 821-6-1 du code de commerce dans sa rédaction résultant de l'article 149 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 est fixé à 0,2 % ».

Contribution et cotisations dues au H3C

Art. L. 821-7.- La contribution mentionnée à l'article L. 821-5 et les cotisations mentionnées à l'article L. 821-6-1 sont liquidées, ordonnancées et recouvrées selon les modalités prévues pour les recettes des établissements publics administratifs de l'Etat. Les contestations relatives à ces contributions et cotisations sont portées devant le tribunal administratif.

Elles sont acquittées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date d'exigibilité des cotisations. Le montant est majoré du taux d'intérêt légal mensualisé par mois de retard à compter du trente et unième jour suivant la date d'exigibilité, tout mois entamé étant compté en entier.

Lorsqu'un redevable ne donne pas les renseignements demandés nécessaires à la détermination de l'assiette des cotisations et de leur mise en recouvrement, le montant des cotisations est majoré de 10 %.

La majoration peut être portée à 40 % lorsque le document contenant les renseignements n'a pas été déposé dans les trente jours suivant la réception d'une mise en demeure, notifiée par pli recommandé, d'avoir à le produire dans ce délai, et à 80 % lorsque ce document n'a pas été déposé dans les trente jours suivant la réception d'une deuxième mise en demeure notifiée dans les mêmes formes que la première.

Les majorations prévues aux troisième et quatrième alinéas du présent article ne peuvent être prononcées avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la notification du document indiquant au redevable la majoration qu'il est envisagé de lui appliquer, les motifs de celle-ci et la possibilité dont dispose l'intéressé de présenter dans ce délai ses observations.

Les agents désignés à cet effet par le président du Haut Conseil du commissariat aux comptes contrôlent les cotisations. A cette fin, ils peuvent demander aux redevables tous renseignements, justifications ou éclaircissements relatifs aux déclarations souscrites.

	Le droit de reprise des cotisations par le Haut Conseil s'exerce jusqu'à la fin de la sixième année qui suit celle au titre de laquelle les cotisations sont dues.
	SECTION 2 « DU CONTROLE DE LA PROFESSION »
<p>Organisation des contrôles (CAC ayant des mandats EIP)</p> <p>Organisation des contrôles (CAC n'ayant pas de mandats EIP)</p> <p>Concours de l'AMF ou de l'ACPR</p>	<p>Art. L. 821-9. (anciens articles L. 821-7 et L. 821-8) - Lorsqu'ils concernent des commissaires aux comptes exerçant des missions auprès d'entités d'intérêt public, les contrôles de leur activité professionnelle sont effectués par des contrôleurs du Haut conseil du commissariat aux comptes, dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 26 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽¹⁾.</p> <p>Lorsqu'ils concernent des commissaires aux comptes n'exerçant pas de missions auprès d'entités d'intérêt public, les contrôles de leur activité professionnelle peuvent être effectués par des contrôleurs du Haut conseil. Ils peuvent également être délégués par le Haut conseil à la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, en application d'une convention homologuée par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice. La convention détermine le cadre, les orientations et les modalités des contrôles.</p> <p>Les contrôles prévus au présent article peuvent être effectués avec le concours de l'Autorité des marchés financiers ou de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.</p> <p><i>Voir Art. R. 821-68 et s. C. com.</i></p> <p>⁽¹⁾ Art. 26 du règlement « Assurance qualité » : « 1. Aux fins du présent article, on entend par : a) « inspection », des examens d'assurance qualité des contrôleurs légaux des comptes et des cabinets d'audit, menés par un inspecteur et qui ne constituent pas des enquêtes au sens de l'article 32, paragraphe 5, de la directive 2006/43/CE ; b) « inspecteur », un examinateur qui satisfait aux exigences énoncées au paragraphe 5, premier alinéa, point a), du présent article et qui est employé par une autorité compétente ou travaille autrement sous contrat pour celle-ci ; c) « expert », une personne physique qui dispose d'une expertise spécifique en matière de marchés financiers, d'information financière, d'audit ou dans d'autres domaines qui présentent un intérêt pour les inspections, y compris un contrôleur légal des comptes en exercice.</p> <p>2. Les autorités compétentes désignées au titre de l'article 20, paragraphe 1, établissent un système effectif d'assurance qualité de l'audit. Elles mènent des examens d'assurance qualité des contrôleurs légaux des comptes et des cabinets d'audit qui procèdent au contrôle légal des comptes d'entités d'intérêt public sur la base d'une analyse du risque et : i) au moins tous les trois ans dans le cas de contrôleurs légaux des comptes et de cabinets d'audit qui procèdent au contrôle légal des comptes d'entités d'intérêt public autres que celles définies à l'article 2, points 17) et 18), de la directive 2006/43/CE (petites entreprises et moyennes entreprises). ii) au moins tous les six ans dans les cas autres que ceux visés au point a).</p> <p>3. Les responsabilités suivantes incombent à l'autorité compétente: a) l'approbation et la modification des méthodes d'inspection, y compris les manuels d'inspection et de suivi, les modalités de présentation des rapports et les programmes d'inspection périodiques; b) l'approbation et la modification des rapports d'inspection et des rapports de suivi; c) l'approbation et l'affectation des inspecteurs pour chaque inspection. L'autorité compétente consacre des ressources suffisantes au système d'assurance qualité.</p> <p>4. L'autorité compétente organise le système d'assurance qualité d'une manière indépendante des contrôleurs légaux des comptes et cabinets d'audit faisant l'objet de l'examen. L'autorité compétente veille à la mise en place de politiques et de procédures appropriées en matière d'indépendance et d'objectivité du personnel, y compris les inspecteurs, et de gestion du système d'assurance qualité.</p> <p>5. L'autorité compétente respecte les critères suivants lorsqu'elle désigne des inspecteurs: a) les inspecteurs disposent d'une formation et d'une expérience professionnelles appropriées en matière de contrôle légal des comptes et d'information financière, ainsi que d'une formation spécifique aux examens d'assurance qualité; b) aucune personne exerçant une activité de contrôleur légal des comptes ou qui est employée par un contrôleur légal des comptes ou un cabinet d'audit ou qui y est autrement associée n'est autorisée à exercer une activité d'inspecteur;</p>

	<p>c) aucune personne qui a été l'associé ou l'employé d'un contrôleur légal des comptes ou d'un cabinet d'audit, ou qui lui a été autrement associée, n'est autorisée à exercer une activité d'inspecteur dans le cadre d'une inspection de ce contrôleur légal des comptes ou de ce cabinet d'audit moins de trois ans après la fin de cette relation;</p> <p>d) les inspecteurs déclarent qu'il n'existe pas de conflit d'intérêts entre eux-mêmes et le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit devant être inspecté.</p> <p>Par dérogation au paragraphe 1, point b), une autorité compétente peut recourir à des experts pour procéder à des inspections spécifiques lorsque le nombre d'inspecteurs au sein de l'autorité est insuffisant. Elle peut également être assistée par des experts si cette assistance est essentielle pour la bonne conduite d'une inspection. En pareils cas, les autorités compétentes et les experts respectent les exigences du présent paragraphe. Les experts ne peuvent intervenir dans la gouvernance d'associations et d'organes professionnels, ni être employés par ceux-ci ou y être autrement liés par contrat, mais ils peuvent en être membres.</p> <p>6. Les inspections portent au moins sur les éléments suivants:</p> <p>a) une évaluation de la conception du système interne de contrôle qualité du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit;</p> <p>b) une vérification appropriée de l'application conforme des procédures et un examen des dossiers d'audit des entités d'intérêt public afin de s'assurer de l'efficacité du système interne de contrôle qualité;</p> <p>c) à la lumière des constatations des inspections établies au titre des points a) et b) du présent paragraphe, une évaluation du contenu du dernier rapport annuel de transparence publié par le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit conformément à l'article 13.</p> <p>7. L'examen porte au moins sur les politiques et les procédures de contrôle qualité interne suivantes du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit:</p> <p>a) le respect, par le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit, des normes d'audit et de contrôle qualité applicables, des exigences en matière d'éthique et d'indépendance, notamment celles prévues au chapitre IV de la directive 2006/43/CE et aux articles 4 et 5 du présent règlement, ainsi que des dispositions législatives, réglementaires et administratives de l'État membre concerné;</p> <p>b) la quantité et la qualité des ressources employées, notamment le respect des exigences de formation continue prévues à l'article 13 de la directive 2006/43/CE;</p> <p>c) le respect des exigences visées à l'article 4 du présent règlement en matière d'honoraires d'audit perçus.</p> <p>Aux fins de la vérification de la conformité, les dossiers d'audit sont sélectionnés sur la base d'une analyse du risque d'exécution inadéquate du contrôle légal des comptes.</p> <p>Les autorités compétentes examinent également périodiquement les méthodes utilisées par les contrôleurs légaux des comptes et les cabinets d'audit pour procéder à un contrôle légal des comptes.</p> <p>Outre les inspections visées au premier alinéa, les autorités compétentes sont habilitées à mener d'autres inspections.</p> <p>8. Les constatations et conclusions des inspections sur lesquelles sont basées les recommandations, y compris les constatations et conclusions liées au rapport de transparence, sont communiquées au contrôleur légal des comptes ou au cabinet d'audit inspecté et discutées avec lui avant que le rapport d'inspection ne soit finalisé.</p> <p>Le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit inspecté met en œuvre, dans un délai raisonnable fixé par l'autorité compétente, les recommandations formulées à l'issue de l'inspection. Ce délai ne dépasse pas douze mois pour les recommandations qui portent sur le système interne de contrôle qualité du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit.</p> <p>9. L'inspection fait l'objet d'un rapport contenant les principales conclusions et recommandations de l'examen d'assurance qualité ».</p>
<p>Contrôles et conflit d'intérêts</p>	<p>Art. L. 821-10.- Les contrôleurs et toute personne participant à une mission de contrôle sont désignés de façon à éviter tout conflit d'intérêt avec les commissaires aux comptes qui font l'objet des contrôles.</p> <p>Voir Art. R. 821-70 C. com.</p>
<p>Etendue des habilitations des agents du H3C pour la réalisation des contrôles</p> <p>Contrôle sur place</p>	<p>Art. L. 821-12.- Pour la réalisation des contrôles, les agents du Haut conseil sont habilités à :</p> <p>1° Obtenir du commissaire aux comptes tout document ou toute information, sous quelque forme que ce soit, concernant la mission de certification des comptes ou toute autre prestation fournie par lui aux personnes ou entités dont il certifie les comptes. Ils peuvent en exiger une copie ;</p> <p>2° Obtenir de toute autre personne des informations liées à la mission de certification des comptes ou à toute autre prestation fournie par le commissaire aux comptes aux personnes ou entités dont il certifie les comptes ;</p> <p>3° Procéder à des contrôles sur place ;</p>

<p>Recours à des experts</p> <p>Levée du secret professionnel à l'occasion des contrôles</p>	<p>4° Avoir recours à des experts, afin notamment de procéder à des vérifications.</p> <p>Les commissaires aux comptes sont tenus de fournir tous les renseignements et documents qui leur sont demandés à l'occasion des contrôles, sans pouvoir opposer le secret professionnel.</p> <p><i>Voir Art. R. 821-68 à R. 821-76 C. com.</i></p>
<p>Contrôles et blanchiment des capitaux et financement du terrorisme</p>	<p>Art. L. 821-12-1.- Lorsqu'elles constatent des faits susceptibles d'être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme, les personnes réalisant les contrôles prévus à l'article L. 821-9 en informent le service mentionné à l'article L. 561-23 du code monétaire et financier⁽¹⁾.</p> <p>⁽¹⁾TRACFIN.</p>
<p>H3C et autorités de supervision des Etats membres de l'Union Européenne</p>	<p>Art. L. 821-12-2. (ancien article L. 821-5-1) I.- Aux fins mentionnées au 9° du I de l'article L. 821-1, le Haut conseil communique, à leur demande, les informations ou les documents qu'il détient ou qu'il recueille aux autorités des Etats membres de l'Union européenne exerçant des compétences analogues aux siennes.</p> <p>II.- Le Haut conseil peut faire diligenter par les contrôleurs mentionnés à l'article L. 821-9 les opérations de contrôle qu'il détermine, afin de répondre aux demandes d'assistance des autorités mentionnées au I.</p> <p>Lorsqu'une de ces autorités le demande, le Haut conseil autorise les agents de cette autorité à assister aux opérations de contrôle.</p>
<p>H3C et autorités de supervision des Etats non membres de l'Union Européenne</p>	<p>Art. L. 821-12-3. (ancien article L. 821-5-2) - Aux fins mentionnées au 9° du I de l'article L. 821-1, le Haut conseil peut communiquer des informations ou des documents aux autorités d'Etats non membres de l'Union européenne exerçant des compétences analogues aux siennes, sous réserve de réciprocité et à la condition que l'autorité concernée soit soumise au secret professionnel avec les mêmes garanties qu'en France.</p> <p>Il peut, sous les mêmes réserve et condition, faire diligenter par les contrôleurs mentionnés à l'article L. 821-9 les opérations de contrôle qu'il détermine afin de répondre aux demandes d'assistance des autorités mentionnées au premier alinéa.</p> <p>Le Haut conseil peut, à titre exceptionnel, autoriser les agents des autorités des Etats non membres de l'Union européenne à assister aux contrôles mentionnés à l'article L. 821-9. Lors de ces contrôles, effectués sous la direction du Haut conseil, les agents de ces autorités ne peuvent solliciter directement du commissaire aux comptes la communication d'informations ou de documents.</p>
<p>H3C et levée de la confidentialité des données vis-à-vis des autorités de supervision étrangères</p>	<p>Art. L. 821-12-4. (ancien article L. 821-5-3) - Aux fins mentionnées aux deux articles précédents, le Haut conseil est dispensé de l'application des dispositions de la loi n° 68-678 du 26 juillet 1968 relative à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères.</p>
<p>Communication d'informations par le H3C (hors autorités de supervision de l'audit)</p>	<p>Art. L. 821-12-5.- Le Haut conseil peut communiquer des informations confidentielles à l'Autorité des marchés financiers, à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, à l'Autorité de la concurrence, à la Banque de France, au Système européen de banques centrales, à la Banque centrale européenne et au Comité européen du risque systémique, lorsque ces informations sont destinées à l'exécution de leurs tâches au titre du règlement (UE) du 16 avril 2014.</p> <p>Il peut demander à ces mêmes autorités de lui communiquer toute information nécessaire à l'accomplissement de ses missions.</p>

<p>Secret professionnel</p>	<p>Les informations transmises sont couvertes par le secret professionnel dans les conditions applicables à l'autorité qui les a communiquées et à l'autorité destinataire.</p> <p>Ces renseignements ne peuvent être utilisés par l'autorité destinataire que pour l'accomplissement de ses missions. Lorsque l'autorité destinataire communique, dans le cadre de ses missions, les renseignements ainsi obtenus à des tiers, elle tient compte de l'intérêt légitime des entreprises à la protection de leurs secrets d'affaires, sans préjudice de l'article L. 463-4 du code de commerce.</p>
<p>Normes applicables à la mission du commissaire aux comptes</p>	<p>Art. L. 821-13. I.- Le commissaire aux comptes exerce sa mission conformément aux normes d'audit internationales adoptées par la Commission européenne dans les conditions définies par l'article 26 de la directive 2006/43/CE du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés⁽¹⁾ et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil, ainsi que, le cas échéant, aux normes françaises venant compléter ces normes adoptées selon les conditions fixées au troisième alinéa du présent article.</p> <p>En l'absence de norme d'audit internationale adoptée par la Commission, il se conforme aux normes adoptées par le Haut conseil du commissariat aux comptes et homologuées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.</p> <p>II.- Lorsqu'une norme d'audit internationale a été adoptée par la Commission européenne dans les conditions définies au premier alinéa du I, le Haut conseil peut, dans les conditions prévues à l'article L. 821-14, imposer des procédures ou des exigences supplémentaires, si elles sont nécessaires pour donner effet aux obligations légales nationales concernant le champ d'application du contrôle légal des comptes ou pour renforcer la crédibilité et la qualité des documents comptables.</p> <p>Ces procédures et exigences supplémentaires sont communiquées à la Commission européenne au moins trois mois avant leur entrée en vigueur. Si elles sont déjà en vigueur à la date de l'adoption de la norme internationale qu'elles complètent, la Commission européenne en est informée dans les trois mois suivant cette date.</p> <p>III.- Pour la certification des comptes des petites entreprises, au sens du 2 de l'article 3 de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises⁽²⁾, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, le commissaire aux comptes applique les normes de manière proportionnée à la taille de la personne ou de l'entité et à la complexité de ses activités dans des conditions fixées par le Haut conseil.</p> <p>⁽¹⁾ Art. 26 de la directive 2006/43/CE « Normes de contrôles » : « 1. Les États membres exigent que les contrôleurs légaux des comptes et les cabinets d'audit effectuent le contrôle légal des comptes dans le respect des normes d'audit internationales adoptées par la Commission conformément au paragraphe 3. Les États membres peuvent appliquer des normes, procédures ou exigences d'audit nationales aussi longtemps que la Commission n'a pas adopté de normes d'audit internationales portant sur la même matière.</p> <p>2. Aux fins du paragraphe 1, on entend par «normes d'audit internationales» les normes internationales d'audit (ISA), la norme internationale de contrôle qualité 1 et d'autres normes connexes élaborées par la Fédération internationale d'experts-comptables (IFAC) par l'intermédiaire du conseil international des normes d'audit et d'assurance (IAASB), dans la mesure où elles se rapportent au contrôle légal des comptes.</p> <p>3. La Commission est habilitée à adopter, par voie d'actes délégués en conformité avec l'article 48 bis, les normes d'audit internationales visées au paragraphe 1 en ce qui concerne les pratiques d'audit, l'indépendance et les contrôles qualité internes des contrôleurs légaux des comptes et des cabinets d'audit aux fins de l'application de ces normes au sein de l'Union. La Commission ne peut adopter les normes d'audit internationales que si elles : a) ont été élaborées suivant des procédures, une supervision publique et une transparence appropriées, et sont généralement admises sur le plan international ; b) contribuent à un niveau élevé de crédibilité et de qualité des états financiers annuels ou des</p>

	<p>états financiers consolidés, conformément aux principes énoncés à l'article 4, paragraphe 3, de la directive 2013/34/UE ;</p> <p>c) favorisent l'intérêt général européen ; et</p> <p>d) ne modifient aucune des exigences de la présente directive, ni ne les complètent, à l'exception de celles énoncées au chapitre IV et aux articles 27 et 28.</p> <p>4. Nonobstant le paragraphe 1, deuxième alinéa, les États membres ne peuvent imposer des procédures ou des exigences de contrôle en sus des normes d'audit internationales adoptées par la Commission, que :</p> <p>a) si ces procédures ou exigences de contrôle sont nécessaires pour donner effet aux exigences légales nationales concernant le champ d'application des contrôles légaux des comptes ; ou</p> <p>b) dans la mesure nécessaire au renforcement de la crédibilité et de la qualité des états financiers. Les États membres communiquent ces procédures ou exigences de contrôle à la Commission au moins trois mois avant leur entrée en vigueur ou, si des exigences existent déjà au moment de l'adoption d'une norme d'audit internationale, au plus tard dans les trois mois à compter de l'adoption de la norme d'audit internationale concernée.</p> <p>5. Lorsqu'un État membre exige le contrôle légal des comptes de petites entreprises, il peut prévoir que l'application des normes d'audit visées au paragraphe 1 doit être proportionnée à l'ampleur et à la complexité des activités de ces entreprises. Les États membres peuvent prendre des mesures pour garantir l'application proportionnée des normes d'audit aux contrôles légaux des comptes des petites entreprises ».</p> <p>⁽²⁾ Article 3 de la directive 2013/34/UE « Catégories d'entreprises et de groupes » : « (...) 2. Une petite entreprise est une entreprise qui, à la date de clôture du bilan, ne dépasse pas les limites chiffrées d'au moins deux des trois critères suivants » :</p> <p>a) total du bilan : 4 000 000 EUR ;</p> <p>b) chiffre d'affaires net : 8 000 000 EUR ;</p> <p>c) nombre moyen de salariés au cours de l'exercice : 50 ».</p> <p>*Art. D. 123-200 C. com. :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le total du bilan est égal à la somme des montants nets des éléments d'actif. - Le montant net du chiffre d'affaires est égal au montant des ventes de produits et services liés à l'activité courante, diminué des réductions sur ventes, de la taxe sur la valeur ajoutée et des taxes assimilées. - Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'année civile, ou de l'exercice comptable lorsque celui-ci ne coïncide pas avec l'année civile, liés à l'entreprise par un contrat de travail.
<p>Initiative, élaboration, adoption et homologation des normes relatives au code de déontologie, au contrôle interne de qualité et à l'exercice professionnel</p>	<p>Art. L. 821-14.- Le Haut conseil, de sa propre initiative ou à la demande du garde des sceaux, ministre de la justice, de l'Autorité des marchés financiers, de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ou de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, adopte les normes prévues au 2° de l'article L. 821-1.</p> <p>Les projets de normes sont élaborés par la commission prévue au III de l'article L. 821-2 dans un délai fixé par décret⁽¹⁾. À défaut d'élaboration par la commission d'un projet de norme dans ce délai, le garde des sceaux, ministre de la justice, peut demander au Haut conseil de procéder à son élaboration.</p> <p>Les normes sont adoptées par le Haut conseil, après avis de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes rendu dans un délai fixé par décret⁽²⁾. Elles sont homologuées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.</p> <p>Voir Art. D.821-77 C.com (délais)</p> <p>⁽¹⁾ 4 mois à compter de la demande ou de l'initiative du H3C ⁽²⁾ 1 mois à compter de la transmission du projet de norme à la CNCC</p> <p><u>Commentaire :</u> En application du 2° de l'article 3 du décret n° 2019-514 du 24 mai 2019, pour les normes en cours d'élaboration au 27 mai 2019 (date d'entrée en vigueur du décret), les délais d'élaboration des normes courent à compter de cette même date.</p>
	<p>Art. L. 821-15.- Les conditions d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</p>

CHAPITRE II	« DU STATUT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES »
	SECTION 1 « DE L'INSCRIPTION »
<p>Inscription sur la liste des commissaires aux comptes</p> <p>Liste des contrôleurs de pays tiers</p>	<p>Art. L. 822-1. I.- Les fonctions de commissaire aux comptes sont exercées par des personnes physiques ou par des sociétés inscrites sur une liste établie par le Haut conseil du commissariat aux comptes, dans les conditions prévues aux articles L. 822-1-1 à L. 822-1-4.</p> <p>II.- Une liste établie par le Haut conseil énumère les contrôleurs de pays tiers mentionnés au I de l'article L. 822-1-5.</p> <p><i>Voir Art. R. 822-1 et s. (conditions d'inscription des personnes physiques), R. 822-8 et s. (établissement et tenue de la liste), R. 822-17 et R. 822-18 (contrôleurs de pays tiers), R. 822-19 (recours), R. 822-26 et s. (omissions) et R. 822-38 et s. (inscription des personnes morales) C. com.</i></p>
<p>Conditions d'inscription sur la liste des CAC personnes physiques</p>	<p>Art. L. 822-1-1.- Pour être inscrite sur la liste des commissaires aux comptes, une personne physique doit remplir les conditions suivantes :</p> <p>1° Etre française, ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou d'un autre Etat étranger lorsque celui-ci admet les nationaux français à exercer le contrôle légal des comptes ;</p> <p>2° N'avoir pas été l'auteur de faits contraires à l'honneur ou à la probité ayant donné lieu à condamnation pénale ;</p> <p>3° N'avoir pas été l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire de radiation ;</p> <p>4° N'avoir pas été frappée de faillite personnelle ou de l'une des mesures d'interdiction ou de déchéance prévues au livre VI ;</p> <p>5° Avoir accompli un stage professionnel, jugé satisfaisant, d'une durée fixée par voie réglementaire, chez un commissaire aux comptes ou une personne agréée par un Etat membre de l'Union européenne pour exercer le contrôle légal des comptes ;</p> <p>6° Avoir subi avec succès les épreuves du certificat d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes ou être titulaire du diplôme d'expertise comptable.</p> <p><i>Voir Art. R. 822-2 et s. C. com.</i></p>
<p>Dispenses de stage, de diplôme et d'examen des CAC personnes physiques</p>	<p>Art. L. 822-1-2.- Par dérogation aux dispositions de l'article L. 822-1-1, les personnes physiques remplissant des conditions de compétence et d'expérience professionnelle peuvent être dispensées de tout ou partie du stage professionnel visé au 5° du même article, sur décision du garde des sceaux, ministre de la justice.</p> <p>Sont dispensées des conditions de diplôme, de stage et d'examen prévues aux 5° et 6° de l'article L. 822-1-1, les personnes physiques qui justifient avoir acquis, dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat admettant les nationaux français à exercer le contrôle légal des comptes, une qualification suffisante pour l'exercice du contrôle légal des comptes, sous réserve de subir un examen d'aptitude.</p> <p><i>Voir Art. R. 822-5 à D. 822-7-1 C. com.</i></p>

<p>Conditions d'inscription sur la liste des sociétés de CAC</p>	<p>Art. L. 822-1-3. (ancien article L. 822-9) - Pour être inscrite sur la liste des commissaires aux comptes, une société doit remplir les conditions suivantes :</p> <p>1° La majorité des droits de vote de la société sont détenus par des commissaires aux comptes ou des sociétés de commissaires aux comptes inscrits sur la liste prévue au I de l'article L. 822-1 ou des contrôleurs légaux des comptes régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Lorsqu'une société de commissaires aux comptes détient une participation dans le capital d'une autre société de commissaires aux comptes, les actionnaires ou associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de la majorité de l'ensemble des droits de vote des deux sociétés ;</p> <p>2° Les fonctions de gérant, de président du conseil d'administration ou du directoire, de président du conseil de surveillance et de directeur général sont assurées par des commissaires aux comptes inscrits sur la liste prévue au I de l'article L. 822-1 ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes ;</p> <p>3° La majorité au moins des membres des organes de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance doivent être des commissaires aux comptes inscrits sur la liste prévue au I de l'article L. 822-1 ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.</p>
<p>Inscription sur la liste de sociétés de contrôle légal régulièrement agréées dans un Etat membre de l'Union européenne</p>	<p>Art. L. 822-1-4. (ancien article L. 822-1-2) - Par dérogation aux dispositions de l'article L. 822-1-3, une société de contrôle légal régulièrement agréée dans un Etat membre de l'Union européenne peut être inscrite sur la liste mentionnée au I de l'article L. 822-1.</p> <p>Les fonctions de commissaire aux comptes ne peuvent être exercées au nom de cette société que par des personnes physiques inscrites sur la liste mentionnée au I de l'article L. 822-1.</p> <p><i>Voir Art. R. 822-16 C. com.</i></p>
<p>Conditions d'inscription sur la liste des contrôleurs de pays tiers</p>	<p>Art. L. 822-1-5. (ancien article L. 822-1-3) I.- S'inscrivent sur la liste prévue au II de l'article L. 822-1 les contrôleurs de pays tiers agréés dans un Etat non membre de l'Union européenne ou non partie à l'accord sur l'Espace économique européen qui exercent le contrôle légal des comptes annuels ou des comptes consolidés de personnes ou d'entités n'ayant pas leur siège social dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et émettant des valeurs mobilières admises à la négociation sur un marché réglementé en France.</p> <p>Toutefois, l'inscription n'est pas requise lorsque ces personnes ou entités sont dans l'une des situations suivantes :</p> <p>1° Elles ont, antérieurement au 31 décembre 2010, émis uniquement des titres de créances admis à la négociation sur un marché réglementé en France dont la valeur nominale unitaire à la date d'émission est au moins égale à 50 000 € ou, pour les titres de créances libellés dans une devise autre que l'euro, au moins équivalente à 50 000 € à la date d'émission ;</p>

	<p>2° Elles ont, à compter du 31 décembre 2010, émis uniquement des titres de créances admis à la négociation sur un marché réglementé en France dont la valeur nominale unitaire à la date d'émission est au moins égale à 100 000 € ou, pour les titres de créances libellés dans une devise autre que l'euro, au moins équivalente à 100 000 € à la date d'émission.</p> <p>II.- Pour être inscrits sur la liste prévue au II de l'article L. 822-1, les contrôleurs de pays tiers, personnes morales, mentionnés au I doivent remplir les conditions suivantes :</p> <p>1° La majorité des membres de l'organe d'administration ou de direction respecte les conditions mentionnées aux 2° à 6° de l'article L. 822-1-1 ou à des exigences équivalentes ;</p> <p>2° La personne physique qui exerce les fonctions de contrôleur légal au nom de la personne morale satisfait aux 2° à 6° de l'article L. 822-1-1 ou à des exigences équivalentes ;</p> <p>3° Le contrôle légal des comptes doit être réalisé conformément aux normes mentionnées à l'article L. 821-13 ou à des normes équivalentes ;</p> <p>4° Le contrôle légal des comptes doit être effectué conformément aux dispositions de la section II du présent chapitre ou à des exigences équivalentes ;</p> <p>5° Les honoraires du contrôle légal des comptes sont conformes aux dispositions du code de déontologie ou à des exigences équivalentes.</p> <p>Pour être inscrits sur la liste prévue au II de l'article L. 822-1, les contrôleurs de pays tiers, personnes physiques, mentionnés au I doivent remplir les conditions mentionnées aux 2° à 5° du II.</p> <p>III.- Le Haut conseil du commissariat aux comptes apprécie le respect des conditions mentionnées au II.</p> <p>Lorsque la Commission européenne a adopté une décision d'équivalence ou a fixé des critères d'équivalence généraux pour l'appréciation des exigences mentionnées aux 2°, 3° et 4° du II, le Haut conseil s'y conforme.</p> <p>IV.- Les commissaires aux comptes inscrits sur la liste prévue au II de l'article L. 822-1 ou dispensés d'inscription en application de l'article L. 822-1-6 sont soumis aux contrôles définis à la section 2 du chapitre Ier et au régime de sanctions défini au chapitre IV du présent titre.</p> <p><i>Voir Art. R. 822-17 et R. 822-18 C. com.</i></p>
<p>Dispense d'inscription sur la liste pour les contrôleurs de pays tiers</p>	<p>Art. L. 822-1-6. (ancien article L. 822-1-3) - Sous réserve de réciprocité, les contrôleurs de pays tiers mentionnés au I de l'article L. 822-1-5 peuvent être dispensés de l'obligation d'inscription sur la liste mentionnée au II de l'article L. 822-1 par décision du Haut conseil du commissariat aux comptes.</p> <p>Cette dispense est accordée si le contrôleur de pays tiers est agréé par une autorité compétente d'un Etat dont le système de supervision publique, d'assurance qualité, d'enquête et de sanctions, a fait l'objet d'une décision d'équivalence de la Commission européenne sur le fondement de l'article 46 de la directive 2006/43/CE du 17 mai 2006⁽¹⁾.</p> <p>En l'absence de décision de la Commission européenne, le Haut conseil apprécie cette équivalence au regard des exigences prévues aux articles L. 820-1 et suivants. Lorsque la Commission a défini des critères généraux d'appréciation, le Haut conseil les applique.</p>

	<p>⁽¹⁾Art. 46 de la directive 2006/43/CE « Dérogation en cas d'équivalence » : « 1. Les États membres peuvent, sur une base de réciprocité, ne pas appliquer ou modifier les exigences énoncées à l'article 45, paragraphes 1 et 3, à la seule condition que l'entité d'audit de pays tiers ou le contrôleur de pays tiers soit soumis, dans le pays tiers où il a son siège, à des systèmes de supervision publique, d'assurance qualité, d'enquête et de sanctions répondant à des exigences équivalentes à celles énoncées aux articles 29, 30 et 32*.</p> <p>2. Afin d'assurer des conditions uniformes d'exécution du paragraphe 1 du présent article, la Commission est habilitée à adopter des actes d'exécution pour décider de l'équivalence qui y est mentionnée. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 48, paragraphe 2. Dès lors que la Commission a reconnu l'équivalence visée au paragraphe 1 du présent article, les États membres peuvent décider de se fonder totalement ou partiellement sur cette équivalence et donc de ne pas appliquer ou de modifier, en tout ou en partie, les exigences prévues à l'article 45, paragraphes 1 et 3. Les États membres peuvent évaluer eux-mêmes l'équivalence visée au paragraphe 1 du présent article ou se fonder sur les évaluations réalisées par d'autres États membres aussi longtemps que la Commission n'a pas pris une telle décision. Si la Commission décide que l'exigence d'équivalence visée au paragraphe 1 du présent article n'est pas respectée, elle peut autoriser les contrôleurs de pays tiers et les entités d'audit de pays tiers concernés à poursuivre leurs activités d'audit conformément aux exigences de l'État membre concerné durant une période transitoire appropriée.</p> <p>La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 48 bis en vue d'établir, sur la base des exigences prévues aux articles 29, 30 et 32, les critères d'équivalence généraux à utiliser pour déterminer si les systèmes de supervision publique, d'assurance qualité, d'enquête et de sanctions d'un pays tiers sont équivalents à ceux de l'Union. Ces critères généraux sont utilisés par les États membres pour évaluer l'équivalence au niveau national en l'absence de décision de la Commission à l'égard du pays tiers concerné.</p> <p>3. Les États membres communiquent à la Commission : a) leurs évaluations de l'équivalence visée au paragraphe 2; et b) les éléments principaux de leurs modalités de coopération avec des systèmes de supervision publique, d'assurance qualité, d'enquête et de sanctions de pays tiers, sur la base du paragraphe 1 ».</p> <p>*Article 29 « Systèmes d'assurance qualité », article 30 « Systèmes d'enquêtes et de sanctions », article 32 « Principes devant régir la supervision publique ».</p>
<p>Portée de l'inscription ou de la dispense d'inscription sur la liste des contrôleurs de pays tiers</p>	<p>Art. L. 822-1-7. (ancien article L. 822-1-3) - L'inscription ou la dispense d'inscription accordée en application des articles L. 822-1-5 et L. 822-1-6 conditionne la validité en France des rapports de certification signés par les contrôleurs mentionnés au I de l'article L. 822-1-5. Elles ne confèrent pas le droit de conduire des missions de certification des comptes auprès de personnes ou d'entités dont le siège est situé sur le territoire français.</p> <p>Voir Art. R. 822-17 et R. 822-18 C. com.</p>
<p>Prestation de serment</p>	<p>Art. L. 822-3.- Tout commissaire aux comptes doit prêter, devant la cour d'appel dont il relève, le serment de remplir les devoirs de sa profession avec honneur, probité et indépendance, respecter et faire respecter les lois.</p> <p>Voir Art. R. 822-12 C. com.</p>
<p>Obligation de formation professionnelle continue</p> <p>Obligation de formation continue particulière (CAC sans mandat)</p>	<p>Art. L. 822-4. I.- Les commissaires aux comptes inscrits sur la liste mentionnée au I de l'article L. 822-1 sont tenus de suivre une formation professionnelle continue leur permettant d'entretenir et de perfectionner leurs connaissances.</p> <p>II.- Toute personne inscrite sur la liste mentionnée au I qui n'a pas exercé des fonctions de commissaire aux comptes pendant trois ans et qui n'a pas respecté durant cette période l'obligation mentionnée au I est tenue de suivre une formation particulière avant d'accepter une mission de certification.</p> <p>Voir Art. R. 822-21, A. 822-28-1 et s. C. com. (formation professionnelle continue).</p> <p>Voir Art. R. 822-22, R. 822-23 et A. 822-28-19 C. com. (formation continue particulière).</p>

	SECTION 2 « DE LA DEONTOLOGIE ET DE L'INDEPENDANCE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES »
<p>Exercice des fonctions de commissaires aux comptes dans les sociétés de commissaires aux comptes</p>	<p>Art. L. 822-9.- Dans les sociétés de commissaires aux comptes inscrites, les fonctions de commissaire aux comptes sont exercées, au nom de la société, par les commissaires aux comptes personnes physiques associés, actionnaires ou dirigeants de cette société qui signent le rapport destiné à l'organe appelé à statuer sur les comptes. Ces personnes ne peuvent exercer les fonctions de commissaire aux comptes qu'au sein d'une seule société de commissaires aux comptes. Les membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance peuvent être salariés de la société sans limitation de nombre ni condition d'ancienneté au titre de la qualité de salarié.</p> <p>En cas de décès d'un actionnaire ou associé commissaire aux comptes, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs actions ou parts à un commissaire aux comptes.</p> <p>L'admission de tout nouvel actionnaire ou associé est subordonnée à un agrément préalable qui, dans les conditions prévues par les statuts, peut être donné soit par l'assemblée des actionnaires ou des porteurs de parts, soit par le conseil d'administration ou le conseil de surveillance ou les gérants selon le cas.</p> <p>Par dérogation au premier alinéa l'exercice de ces fonctions est possible simultanément au sein d'une société de commissaires aux comptes et d'une autre société de commissaires aux comptes dont la première détient plus de la moitié du capital social ou dans le cas où les associés des deux entités sont communs pour au moins la moitié d'entre eux.</p> <p><i>Voir Art. R. 822-38 et s. et R. 823-7 (signature du rapport) C. com.</i></p>
<p>Incompatibilités générales</p> <p>Activité commerciale autorisée si accessoire</p> <p>- à la profession d'expert-comptable</p> <p>OU</p> <p>- exercée par une société pluri-professionnelle d'exercice (SPE)</p>	<p>Art. L. 822-10.- Les fonctions de commissaire aux comptes sont incompatibles :</p> <p>1° Avec toute activité ou tout acte de nature à porter atteinte à son indépendance ;</p> <p>2° Avec tout emploi salarié ; toutefois, un commissaire aux comptes peut dispenser un enseignement se rattachant à l'exercice de sa profession ou occuper un emploi rémunéré chez un commissaire aux comptes ou chez un expert-comptable ;</p> <p>3° Avec toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée, à l'exception, d'une part, des activités commerciales accessoires à la profession d'expert-comptable, exercées dans le respect des règles de déontologie et d'indépendance des commissaires aux comptes et dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable et, d'autre part, des activités commerciales accessoires exercées par la société pluri-professionnelle d'exercice dans les conditions prévues à l'article 31-5 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales.</p>

<p>Services rendus par le CAC ou le réseau au cours de l'exercice précédent qui interdisent l'acceptation d'un mandat EIP</p>	<p>Art. L. 822-11. I.- Il est interdit au commissaire aux comptes d'accepter une mission de certification auprès d'une entité d'intérêt public, lorsqu'au cours de l'exercice précédant celui dont les comptes doivent être certifiés, ce dernier ou tout membre du réseau auquel il appartient a fourni, directement ou indirectement, à l'entité d'intérêt public, ou aux personnes ou entités qui la contrôlent ou qui sont contrôlées par elle dans l'Union européenne, au sens des I et II de l'article L. 233-3, les services mentionnés au e du paragraphe 1 de l'article 5 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽¹⁾.</p>
<p>Services interdits au CAC et à son réseau (EIP et chaîne de contrôle dans l'UE)</p>	<p>II.- Il est interdit au commissaire aux comptes et aux membres du réseau auquel il appartient de fournir directement ou indirectement à l'entité d'intérêt public dont il certifie les comptes, et aux personnes ou entités qui la contrôlent ou qui sont contrôlées par elle au sens des I et II de l'article L. 233-3 et dont le siège social est situé dans l'Union européenne, les services mentionnés au paragraphe 1 de l'article 5 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽¹⁾.</p>
<p>Fourniture par un membre du réseau, dans un autre Etat membre, d'un service interdit en France mais autorisé dans cet autre Etat membre</p>	<p>Par dérogation au premier alinéa du présent II, lorsqu'un membre du réseau auquel il appartient et qui est établi dans un Etat membre fournit à une personne ou entité qui contrôle ou qui est contrôlée par l'entité d'intérêt public, au sens des I et II de l'article L. 233-3, et dont le siège social est situé dans l'Union européenne, des services mentionnés aux i et iv à vii du a et au f du 1 du même article 5⁽¹⁾ dans un Etat membre qui les autorise, le commissaire aux comptes analyse les risques pesant sur son indépendance et applique les mesures de sauvegarde appropriées.</p>
<p>Interdiction d'acceptation ou de poursuite d'une mission de certification des comptes auprès d'une entité non-EIP en cas de risque d'auto révision ou de perte d'indépendance => approche risques/sauvegardes</p>	<p>III.- Il est interdit au commissaire aux comptes d'accepter ou de poursuivre une mission de certification auprès d'une personne ou d'une entité qui n'est pas une entité d'intérêt public lorsqu'il existe un risque d'auto révision ou que son indépendance est compromise et que des mesures de sauvegarde appropriées ne peuvent être mises en œuvre.</p> <p>⁽¹⁾ Art. 5 du règlement « Interdiction de fournir des services autres que d'audit » :</p> <p>a) les services fiscaux portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) l'établissement des déclarations fiscales; ii) l'impôt sur les salaires; iii) les droits de douane; iv) l'identification des subventions publiques et des incitations fiscales, à moins qu'une assistance de la part du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit pour la fourniture de ces services ne soit requise par la loi; v) l'assistance lors de contrôles fiscaux menés par les autorités fiscales, à moins qu'une assistance de la part du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit lors de ces contrôles ne soit requise par la loi; vi) le calcul de l'impôt direct et indirect ainsi que de l'impôt différé; vii) la fourniture de conseils fiscaux; <p>b) des services qui supposent d'être associé à la gestion ou à la prise de décision de l'entité contrôlée;</p> <p>c) la comptabilité et la préparation de registres comptables et d'états financiers;</p> <p>d) les services de paie;</p> <p>e) la conception et la mise en œuvre de procédures de contrôle interne ou de gestion des risques en rapport avec la préparation et/ou le contrôle de l'information financière ou la conception et la mise en œuvre de systèmes techniques relatifs à l'information financière;</p> <p>f) les services d'évaluation, notamment les évaluations réalisées en rapport avec les services actuariels ou les services d'aide en cas de litige;</p> <p>g) les services juridiques ayant trait à :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) la fourniture de conseils généraux; ii) la négociation au nom de l'entité contrôlée; et iii) l'exercice d'un rôle de défenseur dans le cadre de la résolution d'un litige; <p>h) les services liés à la fonction d'audit interne de l'entité contrôlée;</p> <p>i) les services liés au financement, à la structure, ainsi qu'à l'allocation des capitaux et à la stratégie d'investissement de l'entité contrôlée, sauf en ce qui concerne la fourniture de services d'assurance en rapport avec les états financiers, telle que l'émission de lettres de confort en lien avec des prospectus émis par l'entité contrôlée;</p> <p>j) la promotion, le commerce ou la souscription de parts de l'entité contrôlée;</p> <p>k) les services de ressources humaines ayant trait :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) aux membres de la direction en mesure d'exercer une influence significative sur l'élaboration des documents comptables ou des états financiers faisant l'objet du contrôle légal des comptes, dès lors que ces services englobent : <ul style="list-style-type: none"> - la recherche ou la sélection de candidats à ces fonctions, ou - la vérification des références des candidats à ces fonctions; ii) à la structuration du modèle organisationnel; et iii) au contrôle des coûts(...).

<p>Services fournis par le réseau à une entité (hors UE) contrôlée par l'EIP => Approche risques/sauvegardes</p>	<p>Art. L. 822-11-1 I.- Le commissaire aux comptes d'une entité d'intérêt public met en œuvre les mesures mentionnées au paragraphe 5 de l'article 5 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽¹⁾, lorsqu'un membre du réseau auquel il appartient fournit un des services mentionnés au II de l'article L. 822-11 à une personne ou une entité qui est contrôlée par l'entité d'intérêt public, au sens des I et II de l'article L. 233-3, dont le siège est situé hors de l'Union européenne.</p> <p>II.- (Abrogé)</p> <p>⁽¹⁾Art. 5 du règlement « Interdiction de fournir des services autres que d'audit » : « (...) 5. Lorsqu'un membre d'un réseau auquel appartient le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit procédant au contrôle légal des comptes d'une entité d'intérêt public fournit l'un des services autres que d'audit, visés aux paragraphes 1 et 2, à une entreprise enregistrée dans un pays tiers et soumise au contrôle de l'entité d'intérêt public contrôlée, le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit concerné apprécie si son indépendance serait compromise par cette prestation de services du membre du réseau. Si son indépendance est compromise, le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit prend, le cas échéant, des mesures de sauvegarde afin d'atténuer les risques causés par cette prestation de services dans un pays tiers. Le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit ne peut continuer d'effectuer le contrôle légal des comptes de l'entité d'intérêt public que s'il peut justifier, conformément à l'article 6 du présent règlement et à l'article 22 ter de la directive 2006/43/CE, que cette prestation de services n'influe pas sur son jugement professionnel ni sur le rapport d'audit. Aux fins du présent paragraphe : a) le fait d'être associé au processus décisionnel de l'entité contrôlée et de fournir les services visés au paragraphe 1, deuxième alinéa, points b), c) et e), est toujours considéré comme une atteinte à cette indépendance qui ne peut être atténuée par des mesures de sauvegarde; b) il est considéré que la prestation des services visés au paragraphe 1, deuxième alinéa, à l'exclusion des points b), c) et e), porte atteinte à cette indépendance et requiert dès lors des mesures visant à atténuer les risques causés par cette prestation de services ».</p>
<p>Approbation par le comité spécialisé de l'EIP des services autres que la certification des comptes fournis par le CAC ou le réseau à l'EIP ou à la chaîne de contrôle</p>	<p>Art. L. 822-11-2.- Les services autres que la certification des comptes qui ne sont pas mentionnés au II de l'article L. 822-11 et au I de l'article L. 822-11-1 peuvent être fournis par le commissaire aux comptes ou les membres du réseau auquel il appartient à l'entité d'intérêt public dont il certifie les comptes, ou aux personnes ou entités qui la contrôlent ou qui sont contrôlées par elle au sens des I et II de l'article L. 233-3, à condition d'être approuvés par le comité spécialisé mentionné à l'article L. 823-19. Ce comité se prononce après avoir analysé les risques pesant sur l'indépendance du commissaire aux comptes et les mesures de sauvegarde appliquées par celui-ci.</p> <p><i>Voir également Art. L. 823-20, dernier alinéa, C. com.</i></p>

<p>Incompatibilités spéciales</p> <p>Liens personnels, financiers et professionnels</p> <p>Intérêts détenus par les associés, les salariés du CAC qui participent à la mission de certification et toute autre personne participant à la mission (+ personnes étroitement liées)</p>	<p>Art. L. 822-11-3. (ancien article L. 822-11) I.- Le commissaire aux comptes ne peut prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt auprès de la personne ou de l'entité dont il est chargé de certifier les comptes, ou auprès d'une personne qui la contrôle ou qui est contrôlée par elle, au sens des I et II de l'article L. 233-3.</p> <p>Sans préjudice des dispositions contenues dans le présent livre ou dans le livre II, le code de déontologie prévu à l'article L. 822-16 définit les liens personnels, financiers et professionnels, concomitants ou antérieurs à la mission du commissaire aux comptes, incompatibles avec l'exercice de celle-ci. Il précise en particulier les situations dans lesquelles l'indépendance du commissaire aux comptes est affectée, lorsqu'il appartient à un réseau pluridisciplinaire, national ou international, dont les membres ont un intérêt économique commun, par la fourniture de prestations de services à une personne ou à une entité contrôlée ou qui contrôle, au sens des I et II de l'article L. 233-3, la personne ou l'entité dont les comptes sont certifiés par ledit commissaire aux comptes. Le code de déontologie précise également les restrictions à apporter à la détention d'intérêts financiers par les personnes mentionnées au II dans les sociétés dont les comptes sont certifiés par lui.</p> <p>II.- Les associés et les salariés du commissaire aux comptes qui participent à la mission de certification, toute autre personne participant à la mission de certification ainsi que les personnes qui leur sont étroitement liées ou qui sont étroitement liées au commissaire aux comptes au sens de l'article 3, paragraphe 26, du règlement (UE) n° 596/2014 du 16 avril 2014⁽¹⁾, ne peuvent détenir d'intérêt substantiel et direct dans la personne ou l'entité dont les comptes sont certifiés, ni réaliser de transaction portant sur un instrument financier émis, garanti ou autrement soutenu par cette personne ou entité, sauf s'il s'agit d'intérêts détenus par l'intermédiaire d'organismes de placement collectif diversifiés, y compris de fonds gérés tels que des fonds de pension ou des assurances sur la vie.</p> <p>⁽¹⁾ Art. 3 du règlement (UE) n° 596/2014 sur les abus de marché « Définitions » : « 1. Aux fins du présent règlement, on entend par : (...) 26) « personne étroitement liée » : a) le conjoint ou un partenaire considéré comme l'équivalent du conjoint conformément au droit national ; b) l'enfant à charge conformément au droit national ; c) un parent qui appartient au même ménage depuis au moins un an à la date de la transaction concernée ; ou d) une personne morale, un trust ou une fiducie, ou un partenariat, dont les responsabilités dirigeantes sont exercées par une personne exerçant des responsabilités dirigeantes ou par une personne visée aux points a), b) et c), qui est directement ou indirectement contrôlé(e) par cette personne, qui a été constitué(e) au bénéfice de cette personne, ou dont les intérêts économiques sont substantiellement équivalents à ceux de cette personne ».</p>
<p>Délai de carence (CAC devenant dirigeant, administrateur, membre du conseil de surveillance, ou occupant un poste de direction)</p>	<p>Art. L. 822-12.- Les commissaires aux comptes et, au sein des sociétés de commissaires aux comptes, les personnes exerçant les fonctions de commissaire aux comptes mentionnées au premier alinéa de l'article L. 822-9 ne peuvent être nommés dirigeants, administrateurs, membres du conseil de surveillance ou occuper un poste de direction au sein des personnes ou entités qu'ils contrôlent, moins de trois ans après la cessation de leurs fonctions.</p> <p>Pendant ce même délai, ils ne peuvent exercer les mêmes fonctions dans une personne ou entité contrôlée ou qui contrôle au sens des I et II de l'article L. 233-3 la personne ou l'entité dont ils ont certifié les comptes.</p> <p>Cette interdiction s'applique également à toutes personnes autres que celles mentionnées au premier alinéa du présent article, inscrites sur la liste mentionnée au I de l'article L. 822-1 pendant une durée d'un an suivant leur participation à la mission de certification.</p>

<p>Délai de carence (dirigeant ou salarié devenant commissaire aux comptes)</p>	<p>Art. L. 822-13.- Les personnes ayant été dirigeants ou salariés d'une personne ou entité ne peuvent être nommées commissaires aux comptes de cette personne ou entité moins de cinq années après la cessation de leurs fonctions.</p> <p>Pendant le même délai, elles ne peuvent être nommées commissaires aux comptes des personnes ou entités possédant au moins 10 % du capital de la personne ou de l'entité dans laquelle elles exerçaient leurs fonctions, ou dont celle-ci possédait au moins 10 % du capital lors de la cessation de leurs fonctions.</p> <p>Les interdictions prévues au présent article pour les personnes ou entités mentionnées au premier alinéa sont applicables aux sociétés de commissaires aux comptes dont lesdites personnes ou entités sont associées, actionnaires ou dirigeantes.</p>
<p>Rotation des signataires</p> <p>Délai de viduité</p>	<p>Art. L. 822-14. I- Le commissaire aux comptes, personne physique, et, dans les sociétés de commissaires aux comptes, les personnes mentionnées au premier alinéa de l'article L. 822-9 ne peuvent certifier durant plus de six exercices consécutifs, dans la limite de sept années, les comptes des entités d'intérêt public, des personnes et entités mentionnées à l'article L. 612-1⁽¹⁾ et des associations mentionnées à l'article L. 612-4⁽²⁾ dès lors qu'elles font appel public à la générosité au sens de l'article 3 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991⁽³⁾.</p> <p>Ils peuvent à nouveau participer à une mission de contrôle légal des comptes de ces personnes ou entités à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de clôture du sixième exercice qu'ils ont certifié.</p> <p>II.- Les dispositions du I sont applicables à la certification des comptes des filiales importantes d'une entité d'intérêt public lorsque l'entité d'intérêt public et sa filiale ont désigné le même commissaire aux comptes.</p> <p><i>(1) Personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique.</i></p> <p><i>(2) Association ayant reçu annuellement des autorités administratives, au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 2000, ou des établissements publics à caractère industriel et commercial une ou plusieurs subventions en numéraire dont le montant global dépasse 153 000 €.</i></p> <p><i>(3) Organismes qui, afin de soutenir une cause scientifique, sociale, familiale, humanitaire, philanthropique, éducative, sportive, culturelle ou concourant à la défense de l'environnement, souhaitent faire un appel public à la générosité lorsque le montant des dons collectés par cette voie au cours de l'un des deux exercices précédents ou de l'exercice en cours excède un seuil fixé par décret (décret non encore paru).</i></p>
<p>Secret professionnel</p> <p>Consolidation ou combinaison et levée du secret professionnel</p>	<p>Art. L. 822-15.- Sous réserve des dispositions de l'article L. 823-12⁽¹⁾ et des dispositions législatives particulières, les commissaires aux comptes, ainsi que leurs collaborateurs et experts, sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance à raison de leurs fonctions. Toutefois, ils sont déliés du secret professionnel à l'égard du président du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance lorsqu'ils font application des dispositions du chapitre IV du titre III du livre II ou du chapitre II du titre Ier du livre VI⁽²⁾.</p> <p>Lorsqu'une personne morale établit des comptes consolidés, les commissaires aux comptes de la personne morale consolidante et les commissaires aux comptes des personnes consolidées sont, les uns à l'égard des autres, libérés du secret professionnel. Ces dispositions s'appliquent également lorsqu'une personne établit des comptes combinés.</p>

<p>Levée réciproque du secret professionnel entre les CAC des personnes ou entités « mères de petits groupes » et les CAC des sociétés contrôlées</p> <p>Revue indépendante - Contrôle de qualité interne</p>	<p>Les commissaires aux comptes des personnes et entités mentionnées au premier alinéa⁽³⁾ de l'article L. 823-2-2 et les commissaires aux comptes des sociétés qu'elles contrôlent au sens de l'article L. 233-3 sont, les uns à l'égard des autres, libérés du secret professionnel.</p> <p>Les commissaires aux comptes procédant à une revue indépendante ou contribuant au dispositif de contrôle de qualité interne sont astreints au secret professionnel.</p> <p>⁽¹⁾ <i>Communication des irrégularités, révélation des faits délictueux, déclaration TRACFIN.</i> ⁽²⁾ <i>Dispositions relatives à l'alerte.</i> ⁽³⁾ <i>Personnes ou entités « mères de petits groupes » dépassant deux des trois seuils suivants : total cumulé du bilan : 4 000 000 €, montant cumulé HT du CA : 8 000 000 €, nombre moyen cumulé de salariés: 50.</i></p>
<p>Code de déontologie</p>	<p>Art. L. 822-16.- Les règles composant le code de la déontologie de la profession de commissaire aux comptes sont fixées par décret en Conseil d'Etat, après avis du Haut conseil du commissariat aux comptes. Les avis de l'Autorité des marchés financiers et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sont également requis pour les dispositions qui s'appliquent aux commissaires aux comptes intervenant auprès des personnes et entités soumises à la supervision de ces autorités.</p> <p><i>Voir Art. R. 822-20 C. com.</i></p>
<p>SECTION 3 « DE LA RESPONSABILITE CIVILE »</p>	
<p>Responsabilité civile</p>	<p>Art. L. 822-17.- Les commissaires aux comptes sont responsables, tant à l'égard de la personne ou de l'entité que des tiers, des conséquences dommageables des fautes et négligences par eux commises dans l'exercice de leurs fonctions.</p> <p>Leur responsabilité ne peut toutefois être engagée à raison des informations ou divulgations de faits auxquelles ils procèdent en exécution de leur mission.</p> <p>Ils ne sont pas civilement responsables des infractions commises par les dirigeants et mandataires sociaux, sauf si, en ayant eu connaissance, ils ne les ont pas signalées dans leur rapport à l'assemblée générale ou à l'organe compétent mentionnés à l'article L. 823-1.</p> <p><i>Voir Art R. 822-36, R. 822-37 et R. 822-60 C. com.</i></p>
<p>Prescription de l'action en responsabilité civile</p>	<p>Art. L. 822-18.- Les actions en responsabilité contre les commissaires aux comptes se prescrivent dans les conditions prévues à l'article L. 225-254⁽¹⁾.</p> <p>⁽¹⁾ <i>Art. L. 225-254 C. com. : « L'action en responsabilité contre les administrateurs ou le directeur général, tant sociale qu'individuelle, se prescrit par trois ans, à compter du fait dommageable ou s'il a été dissimulé, de sa révélation. Toutefois, lorsque le fait est qualifié crime, l'action se prescrit par dix ans ».</i></p>
	<p>Art. L 822-19.- Les conditions d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</p>

CHAPITRE III	« DE L'EXERCICE DU CONTROLE LEGAL »
	<p align="center">SECTION 1 « DE LA NOMINATION, DE LA RECUSATION ET DE LA REVOCATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES »</p>
<p>Nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants</p> <p>Suppression de la suppléance dans le cas où le commissaire aux comptes titulaire est une personne morale pluripersonnelle</p> <p>Information sur les missions antérieures</p> <p>Dispositions particulières aux mandats EIP</p>	<p>Art. L. 823-1. I.- En dehors des cas de nomination statutaire, les commissaires aux comptes sont désignés par l'assemblée générale ordinaire dans les personnes morales qui sont dotées de cette instance ou par l'organe exerçant une fonction analogue compétent en vertu des règles qui s'appliquent aux autres personnes ou entités.</p> <p>Lorsque le commissaire aux comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés dans les mêmes conditions.</p> <p>Les fonctions du commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer le titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions après l'approbation des comptes par l'assemblée générale ou l'organe compétent.</p> <p>Lorsque le commissaire aux comptes a vérifié, au cours des deux derniers exercices, les opérations d'apports ou de fusion de la société ou des sociétés que celle-ci contrôle au sens des I et II de l'article L. 233-16, le projet de résolution le désignant en fait état.</p> <p>Toute clause contractuelle qui limite le choix de l'assemblée générale ou de l'organe mentionné au premier alinéa à certaines catégories ou listes de commissaires aux comptes est réputée non écrite.</p> <p>II.- Dans les entités d'intérêt public, les commissaires aux comptes sont en outre désignés conformément aux dispositions de l'article 16 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽¹⁾.</p> <p>Les paragraphes 2 à 5 de l'article 16⁽¹⁾ du règlement précité ne s'appliquent pas aux désignations statutaires exigées en vue de l'immatriculation des sociétés ni aux désignations réalisées en application des articles L. 823-4⁽²⁾ du code de commerce et L. 214-7-2⁽³⁾, L. 214-24-31⁽³⁾, L. 214-133⁽⁴⁾, L. 214-162-5⁽⁵⁾ et L. 612-43⁽⁶⁾ du code monétaire et financier. Dans ces cas, l'entité d'intérêt public informe le Haut conseil du commissariat aux comptes des modalités de cette désignation.</p> <p><u>Commentaire :</u> <i>Conformément au II. de l'article 20 de la loi PACTE, une société commerciale est dispensée de l'obligation de désigner un commissaire aux comptes - si elle n'a pas déjà procédé à cette désignation - pour les exercices clos à compter du 31 décembre 2018, lorsque les conditions cumulatives ci-après sont remplies:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les fonctions du commissaire aux comptes expirent après la délibération de l'assemblée générale ou de l'organe compétent statuant sur les comptes du sixième exercice, - cet exercice a été clos six mois au plus avant le 26 mai 2019 (publication du décret fixant les seuils de nomination d'un CAC dans les sociétés commerciales), - la délibération de l'assemblée générale ou de l'organe compétent statuant sur les comptes du sixième exercice ne s'est pas tenue antérieurement au 24 mai 2019 (entrée en vigueur de la loi PACTE), - à la clôture de ces comptes, la société ne dépasse pas deux des trois seuils de nomination d'un CAC dans les sociétés commerciales (total bilan : 4 000 000 €, montant HT de CA: 8 000 000 €, nombre moyen de salariés: 50).

⁽¹⁾Art. 16 du règlement « **Désignation de contrôleurs légaux des comptes ou de cabinets d'audit** » :

« 1. Aux fins de l'application de l'article 37, paragraphe 1, de la directive 2006/43/CE, les conditions prévues aux paragraphes 2 à 5 du présent article s'appliquent pour la désignation de contrôleurs légaux des comptes ou de cabinets d'audit par des entités d'intérêt public, mais peuvent être soumises au paragraphe 7.

Lorsque l'article 37, paragraphe 2, de la directive 2006/43/CE s'applique, l'entité d'intérêt public informe l'autorité compétente de l'utilisation d'autres systèmes ou modalités visés dans ledit article. Dans ce cas, les paragraphes 2 à 5 du présent article ne s'appliquent pas.

2. Le comité d'audit soumet une recommandation à l'organe d'administration ou de surveillance de l'entité contrôlée pour la désignation de contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit.

À moins que cette recommandation ne concerne le renouvellement d'une mission d'audit conformément à l'article 17, paragraphes 1 et 2, elle est justifiée et comporte au moins deux choix possibles pour la mission d'audit et indique, parmi ces possibilités, la préférence dûment motivée du comité d'audit pour l'une d'entre elles.

Dans sa recommandation, le comité d'audit déclare que celle-ci n'a pas été influencée par un tiers et qu'aucune clause du type de celle visée au paragraphe 6 ne lui a été imposée.

3. À moins qu'il ne s'agisse du renouvellement d'une mission d'audit conformément à l'article 17, paragraphes 1 et 2, la recommandation du comité d'audit visée au paragraphe 2 du présent article est élaborée à l'issue d'une procédure de sélection organisée par l'entité contrôlée dans le respect des critères suivants:

a) l'entité contrôlée est libre d'inviter tout contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit à faire une offre pour la fourniture du service de contrôle légal des comptes, à condition que l'article 17, paragraphe 3, soit respecté et que l'organisation de la procédure d'appel d'offres n'exclue d'aucune façon la participation au processus de sélection d'entreprises qui ont reçu moins de 15 % du total des honoraires d'audit acquittés par les entités d'intérêt public dans l'État membre concerné au cours de l'année civile précédente;

b) l'entité contrôlée prépare le dossier d'appel d'offres à l'intention des contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit invités à soumissionner. Ce dossier leur permet de comprendre l'activité de l'entité contrôlée et le type de contrôle légal des comptes à effectuer. Il indique les critères de sélection transparents et non discriminatoires qui sont utilisés par l'entité contrôlée pour évaluer les offres soumises par les contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit;

c) l'entité contrôlée est libre de déterminer la procédure de sélection et peut négocier directement avec les soumissionnaires intéressés au cours de la procédure;

d) lorsque, conformément au droit de l'Union ou au droit national, les autorités compétentes visées à l'article 20 exigent que les contrôleurs légaux des comptes et les cabinets d'audit respectent certaines normes de qualité, ces normes figurent dans le dossier d'appel d'offres;

e) l'entité contrôlée évalue les offres soumises par les contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit conformément aux critères de sélection définis préalablement dans le dossier d'appel d'offres. L'entité contrôlée prépare un rapport sur les conclusions de la procédure de sélection, qui est validé par le comité d'audit. L'entité contrôlée et le comité d'audit prennent en considération les constatations ou conclusions de tout rapport d'inspection concernant le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit candidat, visées à l'article 26, paragraphe 8, et publiées par l'autorité compétente en vertu de l'article 28, point d);

f) l'entité contrôlée est en mesure de démontrer, sur demande, à l'autorité compétente visée à l'article 20 que la procédure de sélection a été organisée de manière équitable.

Le comité d'audit est chargé de la procédure de sélection visée au premier alinéa.

Aux fins du point a) du premier alinéa, l'autorité compétente visée à l'article 20, paragraphe 1, publie une liste des contrôleurs légaux des comptes et cabinets d'audit concernés qui est mise à jour chaque année. L'autorité compétente utilise les informations fournies par les contrôleurs légaux des comptes et cabinets d'audit en vertu de l'article 14 pour effectuer les calculs nécessaires.

4. Les entités d'intérêt public qui satisfont aux critères énoncés à l'article 2, paragraphe 1, points f) et t), de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil (petites et moyennes entreprises : entreprises ne dépassant pas 2 des 3 seuils suivants : 250 salariés, bilan 43 000 000 €, CA 50 000 000 €; société à faible capitalisation boursière : capitalisation moyenne inférieure à 100 000 000 €) ne sont pas tenues de suivre la procédure de sélection visée au paragraphe 3.

5. La proposition adressée à l'assemblée générale des actionnaires ou aux membres de l'entité contrôlée pour la désignation de contrôleurs légaux des comptes ou de cabinets d'audit contient la recommandation et la préférence visées au paragraphe 2 qui ont été formulées par le comité d'audit ou l'organe remplissant des fonctions équivalentes.

Si la proposition diffère de la préférence du comité d'audit, elle expose les raisons pour lesquelles il n'y a pas lieu de suivre la recommandation de ce dernier. Néanmoins, le ou les contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit recommandés par l'organe d'administration ou de surveillance doivent avoir participé à la procédure de sélection décrite au paragraphe 3. Le présent alinéa ne s'applique pas lorsque les fonctions du comité d'audit sont exercées par l'organe d'administration ou de surveillance.

6. Toute clause d'un contrat conclu entre une entité d'intérêt public et un tiers, qui a pour effet de restreindre le choix de l'assemblée générale des actionnaires ou des membres de cette entité, visée à l'article 37 de la directive 2006/43/CE, à certaines catégories ou listes de contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit, en ce qui concerne la désignation d'un contrôleur légal des comptes ou d'un cabinet d'audit en particulier pour effectuer le contrôle légal des comptes de cette entité, est nulle et non avenue.

L'entité d'intérêt public informe directement et sans retard les autorités compétentes visées à

	<p><i>l'article 20 de toute tentative d'un tiers visant à imposer une telle clause contractuelle ou à influencer indûment, de toute autre manière, la décision de l'assemblée générale des actionnaires ou des membres, lors de la sélection d'un contrôleur légal des comptes ou d'un cabinet d'audit.</i></p> <p><i>7. Les États membres peuvent imposer aux entités d'intérêt public la désignation d'un nombre minimal de contrôleurs légaux des comptes ou de cabinets d'audit dans certaines circonstances, et définir les conditions qui s'appliquent aux relations entre les contrôleurs légaux des comptes ou les cabinets d'audit désignés.</i></p> <p><i>Si un État membre impose une telle obligation, il en informe la Commission et l'autorité européenne de surveillance compétente.</i></p> <p><i>8. Lorsque l'entité contrôlée dispose d'un comité de nomination au sein duquel les actionnaires ou membres ont une influence considérable et qui a pour tâche de formuler des recommandations sur la sélection des contrôleurs légaux des comptes, l'État membre peut autoriser ce comité de nomination à exercer les fonctions du comité d'audit prévues au présent article et exiger qu'il soumette à l'assemblée générale des actionnaires ou aux membres la recommandation visée au paragraphe 2 ».</i></p> <p>⁽¹⁾ Désignation en justice. ⁽²⁾ SICAV. ⁽³⁾ SICAF. ⁽⁴⁾ Société de libre partenariat. ⁽⁵⁾ Désignation par l'AMF.</p>
<p>Consolidation et co-commissariat</p>	<p>Art. L. 823-2.- Les personnes et entités astreintes à publier des comptes consolidés désignent au moins deux commissaires aux comptes.</p> <p><i>Voir Art. R. 823-8 C. com.</i></p>
<p>EIP Obligation de nomination d'un CAC</p>	<p>Art. L. 823-2-1.- Les entités d'intérêt public nomment au moins un commissaire aux comptes.</p>
<p>« Petits groupes »</p> <p>Personnes ou entités « mères » - Obligation de nomination d'un CAC</p> <p>« Mères » contrôlées par une personne ou entité ayant désigné un CAC - Dispense de nomination d'un CAC</p> <p>Sociétés filiales importantes - Obligation de désignation d'un CAC</p>	<p>Art. L. 823-2-2.- Les personnes et entités, autres que celles mentionnées aux articles L. 823-2 et L. 823-2-1, qui contrôlent une ou plusieurs sociétés au sens de l'article L. 233-3 désignent au moins un commissaire aux comptes lorsque l'ensemble qu'elles forment avec les sociétés qu'elles contrôlent dépasse les seuils fixés par décret pour deux des trois critères suivants : le total cumulé de leur bilan, le montant cumulé de leur chiffre d'affaires hors taxes ou le nombre moyen cumulé de leurs salariés au cours d'un exercice⁽¹⁾.</p> <p>Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas lorsque la personne ou l'entité qui contrôle une ou plusieurs sociétés est elle-même contrôlée par une personne ou une entité qui a désigné un commissaire aux comptes.</p> <p>Les sociétés contrôlées directement ou indirectement par les personnes et entités mentionnées au premier alinéa du présent article désignent au moins un commissaire aux comptes si elles dépassent les seuils fixés par décret pour deux des trois critères suivants : le total du bilan, le montant du chiffre d'affaires hors taxes et le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice⁽²⁾. Un même commissaire aux comptes peut être désigné en application du même premier alinéa et du présent alinéa.</p> <p><i>Voir Art. D. 823-1 C. com. (personnes ou entités « mères de petits groupes ») et D. 823-1-1 C. com. (filiales importantes).</i></p> <p>⁽¹⁾ Total cumulé du bilan : 4 000 000 €, montant cumulé HT du CA : 8 000 000 €, nombre moyen cumulé de salariés: 50</p> <p>⁽²⁾ Total du bilan : 2 000 000 €, montant du CA HT : 4 000 000 €, nombre moyen de salariés : 25</p> <p><u>Commentaires :</u> Conformément au II. de l'article 20 de la loi PACTE, l'article L. 823-2-2 est applicable à compter du 1^{er} exercice clos postérieurement au 26 mai 2019</p>

	<p>(publication du décret fixant les seuils de nomination du CAC dans les sociétés commerciales) et au plus tard le 1^{er} septembre 2019.</p> <p>Toutefois, pour les exercices clos à compter du 31 décembre 2018 et conformément au II. de l'article 20 de la loi PACTE, une société commerciale est dispensée de l'obligation de désigner un commissaire aux comptes - si elle n'a pas déjà procédé à cette désignation - lorsque les conditions cumulatives ci-après sont remplies:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fonctions du commissaire aux comptes expirent après la délibération de l'assemblée générale ou de l'organe compétent statuant sur les comptes du sixième exercice, - cet exercice a été clos six mois au plus avant le 26 mai 2019 (publication du décret fixant les seuils de nomination d'un CAC dans les sociétés commerciales), - la délibération de l'assemblée générale ou de l'organe compétent statuant sur les comptes du sixième exercice ne s'est pas tenue antérieurement au 24 mai 2019 (entrée en vigueur de la loi PACTE), - à la clôture de ces comptes, la société ne dépasse pas deux des trois seuils définis par le décret (prévu au I. de l'article 20 de la loi PACTE) fixant les seuils de nomination d'un CAC dans les sociétés commerciales (total bilan : 4 000 000 €, montant HT de CA: 8 000 000 €, nombre moyen de salariés: 50). <p>Les mandats de commissaires aux comptes en cours à l'entrée en vigueur de l'article 20 de la loi PACTE (à compter du 1^{er} exercice clos postérieurement au 26 mai 2019) se poursuivent jusqu'à leur date d'expiration dans les conditions prévues à l'article L. 823-3 du code de commerce (durée légale du mandat : 6 exercices).</p> <p>Toutefois, les sociétés, quelles que soient leurs formes, qui ne dépassent pas, pour le dernier exercice clos antérieurement à l'entrée en vigueur de l'article 20 de la loi PACTE, les seuils fixés par décret pour deux des trois critères suivants : le total de leur bilan (4 000 000 €), le montant de leur chiffre d'affaires hors taxes (8 000 000 €) ou le nombre moyen de leurs salariés (50) au cours de l'exercice, pourront, en accord avec leur commissaire aux comptes, choisir que ce dernier exécute son mandat jusqu'à son terme selon les modalités définies à l'article L. 823-12-1 du code de commerce (mission Audit Légal PE).</p> <p>Pour les entreprises fiscalement domiciliées dans une collectivité d'outre-mer régie par l'article 73 de la Constitution, les nouveaux seuils de nomination d'un commissaire aux comptes dans les SNC, SARL, SAS, SA, SCA et les « petits groupes » (total bilan : 4 000 000 €, montant HT de CA: 8 000 000 €, nombre moyen de salariés: 50) s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2021 (Article 20 III. de la loi PACTE).</p>
<p>Durée de la mission du commissaire aux comptes</p> <p>Commissaire aux comptes remplaçant</p> <p>Accès aux documents et informations pertinents</p> <p>Dossier de transmission (mandats EIP)</p>	<p>Art. L. 823-3.- Le commissaire aux comptes est nommé pour un mandat de six exercices. Ses fonctions expirent après la délibération de l'assemblée générale ou de l'organe compétent qui statue sur les comptes du sixième exercice.</p> <p>Le commissaire aux comptes nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.</p> <p>Le commissaire aux comptes dont la mission est expirée, qui a été révoqué, relevé de ses fonctions, suspendu, interdit temporairement d'exercer, radié, omis ou a donné sa démission permet au commissaire aux comptes lui succédant d'accéder à toutes les informations et à tous les documents pertinents concernant la personne ou l'entité dont les comptes sont certifiés, notamment ceux relatifs à la certification des comptes la plus récente.</p> <p>Lorsque cette personne ou cette entité est une entité d'intérêt public, les dispositions de l'article 18 du règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil⁽¹⁾ sont en outre applicables.</p>

	<p>Voir Art. R. 823-2 C. com.</p> <p>Commentaire : Conformément au II. de l'article 20 de la loi PACTE, les mandats de commissaires aux comptes en cours à l'entrée en vigueur de l'article 20 de la loi PACTE (à compter du 1^{er} exercice clos postérieurement au 26 mai 2019) se poursuivent jusqu'à leur date d'expiration dans les conditions prévues à l'article L. 823-3 du code de commerce (durée légale du mandat : 6 exercices).</p> <p>Toutefois, les sociétés, quelles que soient leurs formes, qui ne dépassent pas, pour le dernier exercice clos antérieurement à l'entrée en vigueur de l'article 20 de la loi PACTE, les seuils fixés par décret pour deux des trois critères suivants : le total de leur bilan (4 000 000 €), le montant de leur chiffre d'affaires hors taxes (8 000 000 €) ou le nombre moyen de leurs salariés (50) au cours de l'exercice, pourront, en accord avec leur commissaire aux comptes, choisir que ce dernier exécute son mandat jusqu'à son terme selon les modalités définies à l'article L. 823-12-1 du code de commerce (mission Audit Légal PE).</p> <p>⁽¹⁾ Art. 18 du règlement « Dossier de transmission » : « Lorsqu'un contrôleur légal des comptes ou un cabinet d'audit est remplacé par un autre contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit, il respecte les exigences prévues à l'article 23, paragraphe 3, de la directive 2006/43/CE. Sous réserve de l'article 15, le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit précédent permet également l'accès du nouveau contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit aux rapports complémentaires visés à l'article 11 relatifs aux exercices précédents, et à toute information communiquée aux autorités compétentes en vertu des articles 12 et 13. Le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit précédent doit pouvoir démontrer à l'autorité compétente que ces informations ont été fournies au nouveau contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit ».</p>
<p>Durée des mandats et rotation des commissaires aux comptes (mandats EIP)</p> <p>Délai de viduité</p>	<p>Art. L. 823-3-1. I- Lorsqu'une entité d'intérêt public désigne un commissaire aux comptes unique, celui-ci ne peut procéder à la certification des comptes de l'entité d'intérêt public pendant une période supérieure à dix ans.</p> <p>Toutefois, au terme de cette période, il peut être nommé pour un nouveau mandat d'une durée de six exercices, à la condition que soient respectées les conditions définies aux paragraphes 2 à 5 de l'article 16 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽¹⁾.</p> <p>II.- La durée du mandat prévue au premier alinéa du I peut être prolongée jusqu'à une durée maximale de vingt-quatre ans lorsque, au terme de cette période, l'entité d'intérêt public, de manière volontaire ou en application d'une obligation légale, recourt à plusieurs commissaires aux comptes, dans les conditions prévues au b du 4 de l'article 17 du règlement (UE) n° 537/2014⁽²⁾, dès lors qu'ils présentent un rapport conjoint sur la certification des comptes.</p> <p>III.- A l'issue des mandats mentionnés aux I et II, le Haut conseil du commissariat aux comptes peut, à titre exceptionnel et si les conditions définies au paragraphe 6 de l'article 17 du règlement (UE) n° 537/2014⁽²⁾ sont remplies, autoriser l'entité d'intérêt public qui en fait la demande à prolonger le mandat du commissaire aux comptes pour une durée supplémentaire qui ne peut excéder deux années.</p> <p>IV.- Le commissaire aux comptes ou, le cas échéant, un membre de son réseau au sein de l'Union européenne ne peut accepter de mandat auprès de l'entité d'intérêt public dont il a certifié les comptes avant l'expiration d'une période de quatre ans suivant la fin de son mandat.</p> <p>V.- Pour l'application du présent article la durée de la mission est calculée conformément aux prescriptions de l'article 17 du règlement (UE) n° 537/2014⁽²⁾ précité. Le Haut conseil peut être saisi par tout commissaire aux comptes d'une question relative à la détermination de la date de départ du mandat initial.</p>

Voir Art. R. 823-6-1 (demande de prolongation du mandat) et R. 823-6-2 (interrogation sur la date de départ du mandat initial) C. com.

Commentaire :

Conformément à l'article 53, 4°, de l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016 (modifié par la loi Sapin II), les dispositions de l'article L. 823-3-1 du code de commerce, dans sa rédaction issue de l'ordonnance, entrent en application conformément aux dispositions de l'article 41* du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014 susvisé. Lorsqu'au 16 juin 2016 le commissaire aux comptes a procédé à la certification des comptes d'une entité d'intérêt public pendant une durée excédant celle prévue au 1 du même article L. 823-3-1, son mandat relevant du 3 du même article 41* est prorogé jusqu'à la délibération de l'assemblée générale ou de l'organe compétent statuant sur les comptes de l'exercice ouvert au plus tard le 16 juin 2016 (cas des mandats EIP sans co-CAC acceptés avant le 16 juin 2014).

Article 41 du règlement « **Dispositions transitoires** » :

« 1. À compter du 17 juin 2020, une entité d'intérêt public n'accepte pas ou ne renouvelle pas une mission d'audit avec un contrôleur légal des comptes ou un cabinet d'audit donné si ce contrôleur légal des comptes ou ce cabinet d'audit a, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, fourni des services d'audit à cette entité d'intérêt public pendant vingt années consécutives ou davantage.

2. À compter du 17 juin 2023, une entité d'intérêt public n'accepte pas ou ne renouvelle pas une mission d'audit avec un contrôleur légal des comptes ou un cabinet d'audit donné si ce contrôleur légal des comptes ou ce cabinet d'audit a, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, fourni des services d'audit à cette entité d'intérêt public pendant onze années consécutives ou davantage mais moins de vingt années consécutives.

3. Sans préjudice des paragraphes 1 et 2, les missions de contrôle légal des comptes qui ont été acceptées avant le 16 juin 2014 mais qui se poursuivent encore au 17 juin 2016 peuvent rester applicables jusqu'au terme de la durée maximale visée à l'article 17, paragraphe 1, deuxième alinéa, ou à l'article 17, paragraphe 2, point b) (10 ans). L'article 17, paragraphe 4 (20 ans si appel d'offre, 24 ans si audit conjoint), est applicable ».

⁽¹⁾ Art. 16 du règlement « **Désignation de contrôleurs légaux des comptes ou de cabinets d'audit** » :

« (...) 2. Le comité d'audit soumet une recommandation à l'organe d'administration ou de surveillance de l'entité contrôlée pour la désignation de contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit.

A moins que cette recommandation ne concerne le renouvellement d'une mission d'audit conformément à l'article 17, paragraphes 1 et 2, elle est justifiée et comporte au moins deux choix possibles pour la mission d'audit et indique, parmi ces possibilités, la préférence dûment motivée du comité d'audit pour l'une d'entre elles.

Dans sa recommandation, le comité d'audit déclare que celle-ci n'a pas été influencée par un tiers et qu'aucune clause du type de celle visée au paragraphe 6 ne lui a été imposée.

3. À moins qu'il ne s'agisse du renouvellement d'une mission d'audit conformément à l'article 17, paragraphes 1 et 2, la recommandation du comité d'audit visée au paragraphe 2 du présent article est élaborée à l'issue d'une procédure de sélection organisée par l'entité contrôlée dans le respect des critères suivants :

a) l'entité contrôlée est libre d'inviter tout contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit à faire une offre pour la fourniture du service de contrôle légal des comptes, à condition que l'article 17, paragraphe 3, soit respecté et que l'organisation de la procédure d'appel d'offres n'exclue d'aucune façon la participation au processus de sélection d'entreprises qui ont reçu moins de 15 % du total des honoraires d'audit acquittés par les entités d'intérêt public dans l'État membre concerné au cours de l'année civile précédente ;

b) l'entité contrôlée prépare le dossier d'appel d'offres à l'intention des contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit invités à soumissionner. Ce dossier leur permet de comprendre l'activité de l'entité contrôlée et le type de contrôle légal des comptes à effectuer. Il indique les critères de sélection transparents et non discriminatoires qui sont utilisés par l'entité contrôlée pour évaluer les offres soumises par les contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit ;

c) l'entité contrôlée est libre de déterminer la procédure de sélection et peut négocier directement avec les soumissionnaires intéressés au cours de la procédure ;

d) lorsque, conformément au droit de l'Union ou au droit national, les autorités compétentes visées à l'article 20 exigent que les contrôleurs légaux des comptes et les cabinets d'audit respectent certaines normes de qualité, ces normes figurent dans le dossier d'appel d'offres ;

e) l'entité contrôlée évalue les offres soumises par les contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit conformément aux critères de sélection définis préalablement dans le dossier d'appel d'offres. L'entité contrôlée prépare un rapport sur les conclusions de la procédure de sélection, qui est validé par le comité d'audit. L'entité contrôlée et le comité d'audit prennent en considération les constatations ou conclusions de tout rapport d'inspection concernant le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit candidat, visées à l'article 26, paragraphe 8, et publiées par l'autorité compétente en vertu de l'article 28, point d) ;

f) l'entité contrôlée est en mesure de démontrer, sur demande, à l'autorité compétente visée à l'article 20 que la procédure de sélection a été organisée de manière équitable.

Le comité d'audit est chargé de la procédure de sélection visée au premier alinéa.

Aux fins du point a) du premier alinéa, l'autorité compétente visée à l'article 20, paragraphe 1, publie une liste des contrôleurs légaux des comptes et cabinets d'audit concernés qui est mise à jour chaque année. L'autorité compétente utilise les informations fournies par les contrôleurs légaux des comptes et cabinets d'audit en vertu de l'article 14 pour effectuer les calculs nécessaires.

4. Les entités d'intérêt public qui satisfont aux critères énoncés à l'article 2, paragraphe 1, points f) et t), de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil ne sont pas tenues de suivre la procédure de sélection visée au paragraphe 3.

5. La proposition adressée à l'assemblée générale des actionnaires ou aux membres de l'entité contrôlée pour la désignation de contrôleurs légaux des comptes ou de cabinets d'audit contient la recommandation et la préférence visées au paragraphe 2 qui ont été formulées par le comité d'audit ou l'organe remplissant des fonctions équivalentes.

Si la proposition diffère de la préférence du comité d'audit, elle expose les raisons pour lesquelles il n'y a pas lieu de suivre la recommandation de ce dernier. Néanmoins, le ou les contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit recommandés par l'organe d'administration ou de surveillance doivent avoir participé à la procédure de sélection décrite au paragraphe 3. Le présent alinéa ne s'applique pas lorsque les fonctions du comité d'audit sont exercées par l'organe d'administration ou de surveillance ».

Art 17 du règlement « **Durée de la mission d'audit** » :

«1. Une entité d'intérêt public désigne un contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit pour une mission initiale d'au moins un an. La mission peut être reconduite.

Ni la mission initiale d'un contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit donné, ni celle-ci combinée avec les éventuelles missions reconduites ne peuvent durer au total plus de dix ans.

2. Par dérogation au paragraphe 1, les États membres peuvent:

a)exiger que la mission initiale visée au paragraphe 1 dure plus d'un an;

b)fixer une durée maximale inférieure à dix ans pour les missions visées au paragraphe 1, deuxième alinéa.

3. Après l'expiration des durées maximales des missions visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, ou au paragraphe 2, point b), ou après l'expiration des durées des missions prorogées conformément aux paragraphes 4 ou 6, ni le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit ni, le cas échéant, aucun membre de leurs réseaux dans l'Union ne peut entreprendre le contrôle légal des comptes de la même entité d'intérêt public au cours des quatre années qui suivent.

4. Par dérogation au paragraphe 1 et au paragraphe 2, point b), les États membres peuvent prévoir que les durées maximales visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, et au paragraphe 2, point b), peuvent être prolongées jusqu'à une durée maximale de :

a) vingt ans lorsqu'une procédure d'appel d'offres public pour le contrôle légal des comptes est menée conformément à l'article 16, paragraphes 2 à 5, et prend effet à l'expiration des durées maximales visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, et au paragraphe 2, point b); ou

b) vingt-quatre ans lorsque, après l'expiration des durées maximales visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, et au paragraphe 2, point b), plusieurs contrôleurs des comptes ou cabinets d'audit sont simultanément engagés, à condition que le contrôle légal des comptes aboutisse à la présentation d'un rapport d'audit conjoint, visé à l'article 28 de la directive 2006/43/CE.

5. Les durées maximales visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, et au paragraphe 2, point b), ne sont prolongées que si, sur recommandation du comité d'audit, le conseil d'administration ou de surveillance propose à l'assemblée générale des actionnaires ou aux membres, conformément au droit national, de reconduire la mission et que si la proposition est approuvée.

6. Après l'expiration des durées maximales visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, au paragraphe 2, point b), ou au paragraphe 4, le cas échéant, l'entité d'intérêt public peut, à titre exceptionnel, demander que l'autorité compétente visée à l'article 20, paragraphe 1, autorise une prolongation au titre de laquelle elle peut à nouveau désigner le même contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit pour une nouvelle mission dans le cadre de laquelle les conditions visées au paragraphe 4, point a) ou b), sont remplies. La durée de cette nouvelle mission ne dépasse pas deux ans.

7. Les associés d'audit principaux chargés de la réalisation du contrôle légal des comptes cessent de participer au contrôle légal des comptes de l'entité sept ans au plus tard à compter de la date de leur désignation. Ils ne peuvent participer à nouveau au contrôle légal des comptes de l'entité contrôlée avant l'expiration d'un délai de trois ans après cette cessation.

Par dérogation, les États membres peuvent exiger que les associés d'audit principaux chargés de la réalisation du contrôle légal des comptes cessent de participer au contrôle légal des comptes de l'entité contrôlée plus tôt que sept ans à compter de la date de leur désignation respective.

Le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit instaure un mécanisme de rotation progressive adapté qu'il applique aux personnes les plus élevées dans la hiérarchie qui participent au contrôle légal des comptes, en particulier au moins aux personnes qui sont enregistrées en tant que contrôleurs légaux des comptes. La rotation progressive est effectuée par étapes, sur une base individuelle, et non sur la base de l'équipe entière chargée de la mission. Elle est proportionnelle à la taille et à la complexité de l'activité du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit.

Le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit doit pouvoir démontrer à l'autorité compétente que ce mécanisme est bien appliqué et adapté à la taille et à la complexité de son activité.

	<p>8. Aux fins du présent article, la durée de la mission d'audit est calculée à compter du premier exercice sur lequel porte la lettre de mission d'audit dans laquelle le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit a été désigné pour la première fois pour effectuer des contrôles légaux consécutifs des comptes de la même entité d'intérêt public.</p> <p>Aux fins du présent article, le cabinet d'audit doit comprendre d'autres cabinets dont il a fait l'acquisition ou qui ont fusionné avec lui.</p> <p>S'il existe une incertitude quant à la date à laquelle le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit a commencé à effectuer des contrôles légaux consécutifs des comptes de l'entité d'intérêt public, par exemple en raison de fusions, d'acquisitions ou de changements dans la structure du capital, le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit informe immédiatement l'autorité compétente de ces incertitudes, laquelle détermine en dernier lieu la date applicable aux fins du premier alinéa ».</p>
<p>Possibilité de limitation de la durée légale du mandat à 3 exercices pour une société ayant désigné un CAC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de façon volontaire - en application du premier ou du dernier alinéa de l'article L. 823-2-2 (nomination dans les « petits groupes ») 	<p>Art. L. 823-3-2.- Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 823-3⁽¹⁾, lorsque le commissaire aux comptes est désigné par une société de manière volontaire ou en application des premier⁽²⁾ ou dernier alinéas⁽³⁾ de l'article L. 823-2-2, la société peut décider de limiter la durée de son mandat à trois exercices.</p> <p>⁽¹⁾ Durée légale du mandat : 6 exercices.</p> <p>⁽²⁾ Sociétés « mères de petits groupes » dépassant deux des trois seuils suivants : total cumulé du bilan : 4 000 000 €, montant cumulé HT du CA : 8 000 000 €, nombre moyen cumulé de salariés: 50.</p> <p>⁽³⁾ Filiales importantes (dépassant 2 des 3 seuils suivants : total du bilan : 2 000 000 €, montant du CA HT : 4 000 000 €, nombre moyen de salariés : 25) de personnes ou entités « mères de petits groupes ».</p> <p><u>Commentaires :</u></p> <p>Le présent article entre en vigueur à compter du premier exercice clos postérieurement au 26 mai 2019 (publication du décret fixant les seuils de nomination du CAC dans les sociétés commerciales) et au plus tard le 1^{er} septembre 2019 (Article 20 II. de la loi PACTE).</p> <p>Toutefois, les sociétés, quelles que soient leurs formes, qui ne dépassent pas, pour le dernier exercice clos antérieurement à l'entrée en vigueur du présent article, les seuils fixés par décret pour deux des trois critères suivants : le total de leur bilan (4 000 000 €), le montant de leur chiffre d'affaires hors taxes (8 000 000 €) ou le nombre moyen de leurs salariés (50) au cours de l'exercice, pourront, en accord avec leur commissaire aux comptes, choisir que ce dernier exécute son mandat jusqu'à son terme selon les modalités définies à l'article L. 823-12-1 du code de commerce (mission d'Audit légal PE).</p>
<p>Défaut de désignation et désignation par décision de justice</p>	<p>Art. L. 823-4.- Si l'assemblée ou l'organe compétent omet de désigner un commissaire aux comptes, tout membre de l'assemblée ou de l'organe compétent peut demander en justice la désignation d'un commissaire aux comptes, le représentant légal de la personne ou de l'entité dûment appelé. Le mandat ainsi conféré prend fin lorsqu'il a été pourvu par l'assemblée ou l'organe compétent à la nomination du ou des commissaires.</p> <p>Voir Art. R. 823-3 C. com.</p>
<p>Sort des mandats en cas d'absorption d'une société de commissaires aux comptes</p>	<p>Art. L. 823-5.- Lorsqu'une société de commissaires aux comptes est absorbée par une autre société de commissaires aux comptes, la société absorbante poursuit le mandat confié à la société absorbée jusqu'à la date d'expiration de ce dernier.</p> <p>Toutefois, par dérogation aux dispositions des articles L. 823-3 et L. 823-3-1, l'assemblée générale ou l'organe compétent de la personne ou de l'entité contrôlée peut, lors de sa première réunion postérieure à l'absorption, délibérer sur le maintien du mandat, après avoir entendu le commissaire aux comptes.</p>

<p>Récusation du commissaire aux comptes</p>	<p>Art. L. 823-6.- Un ou plusieurs actionnaires ou associés représentant au moins 5 % du capital social, le comité d'entreprise, le ministère public, l'Autorité des marchés financiers pour les personnes et entités dont les titres financiers sont admis aux négociations sur un marché réglementé peuvent, dans le délai et les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, demander en justice la récusation pour juste motif d'un ou plusieurs commissaires aux comptes.</p> <p>Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables, en ce qui concerne les personnes autres que les sociétés commerciales, sur demande du cinquième des membres de l'assemblée générale ou de l'organe compétent.</p> <p>Une divergence d'appréciation sur un traitement comptable ou sur une procédure de contrôle ne peut constituer un motif fondé de récusation.</p> <p>S'il est fait droit à la demande, un nouveau commissaire aux comptes est désigné en justice. Il demeure en fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions du commissaire aux comptes désigné par l'assemblée ou l'organe compétent.</p> <p><i>Voir Art. R. 823-5 et R. 823-6 C. com.</i></p>
<p>Relèvement des fonctions du commissaire aux comptes</p>	<p>Art. L. 823-7.- En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci, sur décision de justice, à la demande de l'organe collégial chargé de l'administration, de l'organe chargé de la direction, d'un ou plusieurs actionnaires ou associés représentant au moins 5 % du capital social, du comité d'entreprise, du ministère public ou de l'Autorité des marchés financiers pour les personnes dont les titres financiers sont admis aux négociations sur un marché réglementé et entités.</p> <p>Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables, en ce qui concerne les personnes autres que les sociétés commerciales, sur demande du cinquième des membres de l'assemblée générale ou de l'organe compétent.</p> <p><i>Voir Art. R. 823-5 et R. 823-6 C. com.</i></p>
<p>Non renouvellement du commissaire aux comptes</p>	<p>Art. L. 823-8.- Lorsque, à l'expiration des fonctions d'un commissaire aux comptes, il est proposé à l'assemblée ou à l'organe compétent de ne pas le renouveler, le commissaire aux comptes doit, sous réserve des dispositions de l'article L. 822-14⁽¹⁾ et s'il le demande, être entendu par l'assemblée ou l'organe compétent.</p> <p>⁽¹⁾ <i>Rotation des signataires.</i></p>
<p>Possibilité pour les sociétés commerciales d'autoriser le commissaire aux comptes à effectuer le dépôt au greffe de certains documents</p>	<p>Art. L. 823-8-1.- L'assemblée générale ordinaire, dans les sociétés commerciales qui sont dotées de cette instance, ou l'organe exerçant une fonction analogue compétent en vertu des règles qui s'appliquent peut autoriser, sur proposition de l'organe collégial chargé de l'administration ou de l'organe chargé de la direction de la société, les commissaires aux comptes à adresser directement au greffe du tribunal, dans les délais qui s'imposent à la société, les rapports devant faire l'objet d'un dépôt et les documents qui y sont joints, ainsi que la copie des documents afférents à leur acceptation de mission ou à leur démission. Il peut être mis un terme à cette autorisation selon les mêmes formes.</p>

	SECTION 2 « DE LA MISSION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES »
Certification des comptes annuels et des comptes consolidés	<p>Art. L. 823-9.- Les commissaires aux comptes certifient, en justifiant de leurs appréciations, que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la personne ou de l'entité à la fin de cet exercice.</p> <p>Lorsqu'une personne ou une entité établit des comptes consolidés, les commissaires aux comptes certifient, en justifiant de leurs appréciations, que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 823-14, la certification des comptes consolidés est délivrée notamment après examen des travaux des commissaires aux comptes des personnes et entités comprises dans la consolidation ou, s'il n'en est point, des professionnels chargés du contrôle des comptes desdites personnes et entités.</p> <p>Le contenu du rapport du commissaire destiné à l'organe appelé à statuer sur les comptes est fixé par décret en Conseil d'Etat. <i>Voir Art. R. 823-7 et D. 823-7-1 C. com.</i></p> <p><u>NB</u> : pour les EIP.</p> <p>Article 10 du règlement « Rapport d'audit » :</p> <p>« 1. Les contrôleurs légaux des comptes ou les cabinets d'audit présentent les résultats du contrôle légal des comptes de l'entité d'intérêt public dans un rapport d'audit.</p> <p>2. Le rapport d'audit est élaboré conformément à l'article 28 de la directive 2006/43/CE et comprend, en outre, au moins les éléments suivants :</p> <p>a) il indique qui ou quel organisme a désigné les contrôleurs légaux des comptes ou les cabinets d'audit ;</p> <p>b) il indique la date de cette désignation et la durée totale de mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents des contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit ;</p> <p>c) il fournit, pour étayer l'avis d'audit, les éléments suivants :</p> <p>i) une description des risques jugés les plus importants d'anomalies significatives, y compris les risques d'anomalie significative due à une fraude ;</p> <p>ii) une synthèse des réponses du contrôleur légal des comptes face à ces risques ; et</p> <p>iii) le cas échéant, les principales observations relatives à ces risques.</p> <p>Lorsque cela est pertinent au regard des informations susmentionnées fournies dans le rapport d'audit concernant chaque risque jugé important d'anomalie significative, le rapport d'audit fait clairement référence à la divulgation qui a été faite, dans les états financiers, de ces informations ;</p> <p>d) il explique dans quelle mesure le contrôle légal des comptes a été considéré comme permettant de déceler les irrégularités, notamment la fraude ;</p> <p>e) il confirme que l'avis d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 ;</p> <p>f) il atteste qu'il n'a pas été fourni de services autres que d'audit interdits visés à l'article 5, paragraphe 1, et que les contrôleurs légaux des comptes ou les cabinets d'audit sont restés indépendants vis-à-vis de l'entité contrôlée au cours de l'audit ;</p> <p>g) il indique les services, outre le contrôle légal des comptes, qui ont été fournis par le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit, à l'entité contrôlée et sa ou ses filiales, et qui n'ont pas été communiqués dans le rapport de gestion ou les états financiers.</p> <p>Les États membres peuvent fixer des exigences supplémentaires en rapport avec le contenu du rapport d'audit.</p> <p>3. Hormis l'exigence énoncée au paragraphe 2, point e), le rapport d'audit ne contient pas de références au rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11. Le rapport d'audit est rédigé d'une manière claire et non ambiguë.</p> <p>4. Le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit ne fait pas usage du nom d'une autorité compétente, quelle qu'elle soit, d'une manière qui puisse indiquer ou laisser entendre que cette autorité approuve ou cautionne le rapport d'audit ».</p>
Vérification des informations de nature comptable et financière	<p>Art. L. 823-10.- Les commissaires aux comptes ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les valeurs et les documents comptables de la personne ou de l'entité dont ils sont chargés de certifier les comptes et de contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur.</p>

**Rapport de gestion -
Attestation - Déclaration
de performance extra-
financière**

Ils vérifient également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration, du directoire ou de tout organe de direction, et dans les documents adressés aux actionnaires ou associés sur la situation financière et les comptes annuels. Ils attestent spécialement l'exactitude et la sincérité des informations relatives aux rémunérations et aux avantages de toute nature versés à chaque mandataire social.

Ils vérifient, le cas échéant, la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Lorsque la personne ou l'entité est soumise aux dispositions de l'article L. 225-102-1⁽¹⁾, les commissaires aux comptes attestent que les déclarations prévues par cet article figurent, selon le cas, dans le rapport de gestion ou dans le rapport sur la gestion du groupe. Les informations contenues dans ces déclarations ne font pas l'objet des vérifications prévues aux deux alinéas précédents.

Voir Art. R. 823-7 et D. 823-7-1 C. com.

⁽¹⁾ Art. L. 225-102-1 C. com. :

« I. – Une déclaration de performance extra-financière est insérée dans le rapport de gestion prévu au deuxième alinéa de l'article L. 225-100, lorsque le total du bilan ou le chiffre d'affaires et le nombre de salariés excèdent des seuils fixés par décret en Conseil d'Etat :

1° Pour toute société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ;

2° Pour toute société dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé.

II. – Les sociétés mentionnées au I qui établissent des comptes consolidés conformément à l'article L. 233-16 sont tenues de publier une déclaration consolidée de performance extra-financière lorsque le total du bilan ou du chiffre d'affaires et le nombre de salariés de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation excèdent les seuils mentionnés au I.

III. – Dans la mesure nécessaire à la compréhension de la situation de la société, de l'évolution de ses affaires, de ses résultats économiques et financiers et des incidences de son activité, la déclaration mentionnée aux I et II présente des informations sur la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité, ainsi que, pour les sociétés mentionnées au 1° du I, les effets de cette activité quant au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption. La déclaration peut renvoyer, le cas échéant, aux informations mentionnées dans le plan de vigilance prévu au I de l'article L. 225-102-4.

La déclaration comprend notamment des informations relatives aux conséquences sur le changement climatique de l'activité de la société et de l'usage des biens et services qu'elle produit, à ses engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire et de la lutte contre le gaspillage alimentaire, aux accords collectifs conclus dans l'entreprise et à leurs impacts sur la performance économique de l'entreprise ainsi que sur les conditions de travail des salariés et aux actions visant à lutter contre les discriminations et promouvoir les diversités.

Lorsque la société établit une déclaration consolidée de performance extra-financière conformément au II, ces informations portent sur l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16.

Ces informations font l'objet d'une publication librement accessible sur le site internet de la société.

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités de présentation et de publication de ces informations, selon que la société relève du 1° ou du 2° du I.

IV. – Les sociétés définies au I ou au II qui sont sous le contrôle d'une société qui les inclut dans ses comptes consolidés conformément à l'article L. 233-16 ne sont pas tenues de publier de déclaration sur la performance extra-financière si la société qui les contrôle est établie en France et publie une déclaration consolidée sur la performance extra-financière conformément au II du présent article ou si la société qui les contrôle est établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne et publie une telle déclaration en application de la législation dont elle relève.

V. – Pour les sociétés dont le total du bilan ou le chiffre d'affaires et le nombre de salariés excèdent des seuils fixés par décret en Conseil d'Etat, le cas échéant sur une base consolidée, les informations figurant dans les déclarations mentionnées au I et au II font l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. Cette vérification donne lieu à un avis qui est transmis aux actionnaires en même temps que le rapport mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 225-100.

VI. – Les sociétés qui s'acquittent de l'obligation énoncée au présent article sont réputées avoir satisfait à l'obligation prévue au 2° du I de l'article L. 225-100-1, pour ce qui concerne les

	<p>indicateurs de performance de nature non financière. Lorsque le rapport prévu au deuxième alinéa de l'article L. 225-100 ne comporte pas la déclaration prévue au I ou au II du présent article, toute personne intéressée peut demander au président du tribunal statuant en référé d'enjoindre, le cas échéant sous astreinte, au conseil d'administration ou au directoire, selon le cas, de communiquer les informations mentionnées au III. Lorsqu'il est fait droit à la demande, l'astreinte et les frais de procédure sont à la charge, individuellement ou solidairement selon le cas, des administrateurs ou des membres du directoire.</p> <p>NOTA : Conformément à l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017, ces dispositions sont applicables aux rapports afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} août 2017 ».</p>
<p>Etendue de la mission de certification : absence de garantie sur la viabilité ou la qualité de la gestion</p>	<p>Art. L. 823-10-1.- Sans préjudice des obligations d'information résultant du rapport mentionné au dernier alinéa de l'article L. 823-9⁽¹⁾ et, le cas échéant, du rapport complémentaire prévu au III de l'article L. 823-16⁽²⁾, ainsi que des dispositions des articles L. 234-1 à L. 234-4 du présent code⁽³⁾ et des articles L. 212-14⁽⁴⁾, L. 214-14⁽⁵⁾, L. 621-23⁽⁶⁾ et L. 612-44⁽⁷⁾ du code monétaire et financier, la mission de certification des comptes du commissaire aux comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de la personne ou entité contrôlée.</p> <p>⁽¹⁾ Rapport destiné à l'AGO. ⁽²⁾ Rapport au comité spécialisé. ⁽³⁾ Procédure d'alerte. ⁽⁴⁾ Participation des salariés aux résultats de l'entreprise. ⁽⁵⁾ Signalement à l'AMF (OPCVM). ⁽⁶⁾ Relations CAC-AMF (société de gestion de portefeuille). ⁽⁷⁾ Relations CAC/ACPR ou BCE.</p>
<p>Respect de l'égalité entre les actionnaires</p>	<p>Art. L. 823-11.- Les commissaires aux comptes s'assurent que l'égalité a été respectée entre les actionnaires, associés ou membres de l'organe compétent.</p>
<p>Communication des irrégularités et inexactitudes</p> <p>Révélation des faits délictueux</p> <p>Déclaration TRACFIN</p>	<p>Art. L. 823-12.- Les commissaires aux comptes signalent à la plus prochaine assemblée générale ou réunion de l'organe compétent les irrégularités et inexactitudes relevées par eux au cours de l'accomplissement de leur mission et, lorsqu'ils interviennent auprès d'une entité d'intérêt public, l'invitent à enquêter conformément aux dispositions de l'article 7 du règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil⁽¹⁾.</p> <p>Ils révèlent au procureur de la République les faits délictueux dont ils ont eu connaissance, sans que leur responsabilité puisse être engagée par cette révélation.</p> <p>Sans préjudice de l'obligation de révélation des faits délictueux mentionnée à l'alinéa précédent, ils mettent en œuvre les obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme définies au chapitre Ier du titre VI du livre V du code monétaire et financier.</p> <p>⁽¹⁾ Art. 7 du règlement « Irrégularités » : « Sans préjudice de l'article 12 du présent règlement (rapport aux autorités compétentes chargées de la surveillance des EIP) et de la directive 2005/60/CE, lorsque le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit qui effectue le contrôle légal des comptes d'une entité d'intérêt public soupçonne ou a de bonnes raisons de soupçonner que des irrégularités, y compris des fraudes concernant les états financiers de l'entité contrôlée, peuvent être commises et ont été commises, il en informe l'entité contrôlée et l'invite à enquêter sur l'affaire et à prendre des mesures appropriées pour traiter ces irrégularités et éviter qu'elles ne se répètent à l'avenir. Lorsque l'entité contrôlée n'enquête pas sur l'affaire, le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit informe les autorités désignées par les États membres chargées d'enquêter sur de telles irrégularités. La transmission de bonne foi à ces autorités, par le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit, d'informations sur des irrégularités visées au premier alinéa ne constitue pas une violation des clauses contractuelles ou des dispositions légales restreignant la transmission d'informations ».</p>

SECTION 3
« DES MODALITES D'EXERCICE DE LA MISSION »

**Mission « 3 exercices »
(Audit Légal PE) :**

- Rapport identifiant les risques financiers, comptables et de gestion auxquels sont exposées la société ou l'ensemble

- Dispense de certaines diligences et rapports

Art. L. 823-12-1.- Lorsque la durée de son mandat est limitée à trois exercices, outre le rapport mentionné à l'article L. 823-9⁽¹⁾, le commissaire aux comptes établit, à destination des dirigeants, un rapport identifiant les risques financiers, comptables et de gestion auxquels est exposée la société. Lorsque le commissaire aux comptes est nommé en application du premier alinéa⁽²⁾ de l'article L. 823-2-2, le rapport identifiant les risques financiers, comptables et de gestion porte sur l'ensemble que la société mentionnée au même premier alinéa forme avec les sociétés qu'elle contrôle.

Le commissaire aux comptes est dispensé de la réalisation des diligences et rapports mentionnés aux articles L. 223-19⁽³⁾, L. 223-27⁽⁴⁾, L. 223-34⁽⁵⁾, L. 223-42⁽⁶⁾, L. 225-40⁽⁷⁾, L. 225-42⁽⁸⁾, L. 225-88⁽⁹⁾, L. 225-90⁽¹⁰⁾, L. 225-103⁽¹¹⁾, L. 225-115⁽¹²⁾, L. 225-135⁽¹³⁾, L. 225-235⁽¹⁴⁾, L. 225-244⁽¹⁵⁾, L. 226-10-1⁽¹⁶⁾, L. 227-10⁽¹⁷⁾, L. 232-3⁽¹⁸⁾, L. 232-4⁽¹⁹⁾, L. 233-6⁽²⁰⁾, L. 233-13⁽²¹⁾, L. 237-6⁽²²⁾ et L. 239-2⁽²³⁾.

Commentaires :

- Entrée en vigueur :

Conformément au II. de l'article 20 de la loi PACTE, le présent article entre en vigueur à compter du premier exercice clos postérieurement au 26 mai 2019 (publication du décret fixant les seuils de nomination du CAC dans les sociétés commerciales) et au plus tard le 1^{er} septembre 2019.

- Dispositions transitoires :

Conformément au II. de l'article 20 de la loi PACTE, les mandats de commissaires aux comptes en cours à l'entrée en vigueur de l'article 20 de la loi PACTE (à compter du 1^{er} exercice clos postérieurement au 26 mai 2019) se poursuivent jusqu'à leur date d'expiration dans les conditions prévues à l'article L. 823-3 du code de commerce (durée légale du mandat : 6 exercices)

Toutefois, les sociétés, quelles que soient leurs formes, qui ne dépassent pas, pour le dernier exercice clos antérieurement à l'entrée en vigueur de l'article 20 de la loi PACTE, les seuils fixés par décret pour deux des trois critères suivants: le total de leur bilan (4 000 000 €), le montant de leur chiffre d'affaires hors taxes

(8 000 000 €) ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice (50), pourront, en accord avec leur commissaire aux comptes, choisir que ce dernier exécute son mandat jusqu'à son terme selon les modalités définies à l'article L. 823-12-1 du même code (mission d'Audit légal PE).

⁽¹⁾ Rapport de certification

⁽²⁾ Sociétés mères de « petits groupes » dépassant les seuils fixés par décret pour deux des trois critères suivants : le total cumulé de leur bilan (4 000 000 €), le montant cumulé de leur chiffre d'affaires hors taxes (8 000 000 €) ou le nombre moyen cumulé de leurs salariés au cours d'un exercice (50).

⁽³⁾ Rapport sur les conventions réglementées dans les SARL.

⁽⁴⁾ Convocation de l'AG en l'absence de convocation faite par le dirigeant d'une SARL.

⁽⁵⁾ Rapport en cas de réduction du capital social d'une SARL.

⁽⁶⁾ Convocation de l'AG en l'absence de convocation faite par le dirigeant d'une SARL en vue de se prononcer sur la question de la dissolution anticipée de la SARL en raison de la constatation de capitaux propres de la société inférieurs à la moitié du capital social consécutive à des pertes constatées dans les documents comptables.

⁽⁷⁾⁽⁸⁾⁽⁹⁾⁽¹⁰⁾ Rapport sur les conventions réglementées dans les SA (applicable aux sociétés européennes).

⁽¹¹⁾ Convocation de l'AG en l'absence de convocation faite par le conseil d'administration ou le directoire dans les SA (applicable aux SCA et aux sociétés européennes).

	<p>⁽¹²⁾ Certification de la rémunération versée aux personnes les mieux rémunérées dans les SA (applicable aux SCA et aux sociétés européennes).</p> <p>⁽¹³⁾ Observations sur le rapport du conseil d'administration, du directoire ou du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise qui doit être établi dans les SA (applicable aux SCA, aux SAS et aux sociétés européennes).</p> <p>⁽¹⁴⁾ Rapport en cas d'augmentation de capital social dans une SA avec délégation de pouvoir par l'assemblée au conseil d'administration ou au directoire (applicable aux SCA, aux SAS et aux sociétés européennes).</p> <p>⁽¹⁵⁾ Rapport sur la transformation dans les SA (applicable aux SCA, aux SAS et aux sociétés européennes).</p> <p>⁽¹⁶⁾ Observations sur le rapport du conseil d'administration, du directoire ou du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise qui doit être établi dans les SCA.</p> <p>⁽¹⁷⁾ Rapport sur les conventions réglementées dans les SAS.</p> <p>⁽¹⁸⁾⁽¹⁹⁾ Rapport en cas d'absence de rapport ou d'information erronée dans le rapport sur l'évolution de la société.</p> <p>⁽²⁰⁾ Vérification de l'existence de la mention des prises de participation dans le rapport de gestion de la société.</p> <p>⁽²¹⁾ Vérification de l'existence de la mention de l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales dans le rapport de gestion de la société.</p> <p>⁽²²⁾ Consultation par le tribunal de commerce en cas de rachat d'actifs de la société par un associé ou un dirigeant de la société en liquidation.</p> <p>⁽²³⁾ Certification de l'évaluation des actions ou parts sociales louées lorsque le bailleur est une personne morale en début et en fin de contrat, et à la fin de chaque exercice comptable.</p>
<p>Diligences « petits groupes »</p> <p>NEP mission « 3 exercices » (Audit Légal PE)</p>	<p>Art. L. 823-12-2.- Des normes d'exercice professionnel homologuées par arrêté du ministre de la justice déterminent les diligences à accomplir par le commissaire aux comptes et le formalisme qui s'attache à la réalisation de sa mission, lorsque celui-ci exécute sa mission en application du premier alinéa⁽¹⁾ de l'article L. 823-2-2, vis-à-vis notamment des sociétés contrôlées qui n'ont pas désigné un commissaire aux comptes, ainsi qu'en application des deuxième et dernier alinéas⁽²⁾ de l'article L. 823-3-2.</p> <p>⁽¹⁾ Personnes et entités, autres que celles mentionnées aux articles L. 823-2 et L. 823-2-1, qui contrôlent une ou plusieurs sociétés au sens de l'article L. 233-3 et qui désignent au moins un commissaire aux comptes lorsque l'ensemble qu'elles forment avec les sociétés qu'elles contrôlent dépasse les seuils fixés par décret pour deux des trois critères suivants : le total cumulé de leur bilan (4 000 000 €), le montant cumulé de leur chiffre d'affaires hors taxes (8 000 000 €) ou le nombre moyen cumulé de leurs salariés au cours d'un exercice (50).</p> <p>⁽²⁾ Mission « trois exercices » (« Mission d'Audit légal PE »).</p>
<p>Pouvoirs d'investigation du commissaire aux comptes</p>	<p>Art. L. 823-13.- A toute époque de l'année, les commissaires aux comptes, ensemble ou séparément, opèrent toutes vérifications et tous contrôles qu'ils jugent opportuns et peuvent se faire communiquer sur place toutes les pièces qu'ils estiment utiles à l'exercice de leur mission et notamment tous contrats, livres, documents comptables et registres des procès-verbaux.</p> <p>Pour l'accomplissement de leurs contrôles, les commissaires aux comptes peuvent, sous leur responsabilité, se faire assister ou représenter par tels experts ou collaborateurs de leur choix, qu'ils font connaître nommément à la personne ou à l'entité dont ils sont chargés de certifier les comptes. Ces experts ou collaborateurs ont les mêmes droits d'investigation que les commissaires aux comptes.</p>
<p>Champ des pouvoirs d'investigation</p>	<p>Art. L. 823-14.- Les investigations prévues à l'article L. 823-13 peuvent être faites tant auprès de la personne ou de l'entité dont les commissaires aux comptes sont chargés de certifier les comptes que des personnes ou</p>

**du CAC au comité
spécialisé**

dispositions de l'article L. 823-19, les commissaires aux comptes remettent au comité spécialisé au sens dudit article un rapport complémentaire conforme aux dispositions de l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽²⁾. Ce rapport est remis à l'organe chargé de l'administration ou à l'organe de surveillance lorsque celui-ci remplit les fonctions du comité spécialisé.

Voir Art. R. 823-21-1 C. com.

Commentaire :

Conformément à l'article 53, 5°, de l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016, les dispositions du III. de l'article L.823-16 du code de commerce, dans sa rédaction issue de la présente ordonnance, entrent en vigueur à compter du premier exercice ouvert postérieurement au 16 juin 2016.

⁽¹⁾Entités d'intérêt public au sens de l'article L. 820-1 et Sociétés de financement au sens du II de l'article L. 511-1 du code monétaire et financier.

⁽²⁾Art. 11 du règlement « **Rapport complémentaire destiné au comité d'audit** » :

« 1. Les contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit qui effectuent le contrôle légal des comptes d'une entité d'intérêt public remettent un rapport complémentaire au comité d'audit de l'entité contrôlée au plus tard à la date de présentation du rapport d'audit visé à l'article 10. Les États membres peuvent en outre exiger que ce rapport complémentaire soit remis à l'organe d'administration ou de surveillance de l'entité contrôlée.

Si l'entité contrôlée ne dispose pas d'un comité d'audit, le rapport complémentaire est remis à l'organe remplissant des fonctions équivalentes au sein de l'entité contrôlée. Les États membres peuvent autoriser le comité d'audit à transmettre ce rapport complémentaire à des tiers comme le prévoit leur droit national.

2. Le rapport complémentaire destiné au comité d'audit est écrit. Il expose les résultats du contrôle légal des comptes et remplit au moins les critères suivants :

- a) il comporte la déclaration d'indépendance visée à l'article 6, paragraphe 2, point a);
- b) lorsque le contrôle légal des comptes a été effectué par un cabinet d'audit, le rapport identifie chaque associé d'audit principal ayant pris part au contrôle;
- c) lorsque le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit a pris des dispositions pour que l'une de ses activités soit menée par un autre contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit qui n'est pas un membre du même réseau, ou a fait appel à des experts externes, le rapport l'indique et il y est confirmé que le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit a reçu de l'autre contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit et/ou de l'expert externe une confirmation de son indépendance ;
- d) il décrit la nature, la fréquence et l'étendue de la communication avec le comité d'audit ou l'organe qui remplit des fonctions équivalentes au sein de l'entité contrôlée, l'organe de direction et l'organe d'administration ou de surveillance de l'entité contrôlée, y compris les dates des réunions avec ces organes ;
- e) il inclut une description de l'étendue du contrôle légal des comptes et du calendrier de sa réalisation ;
- f) lorsque plusieurs contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit ont été désignés, il décrit la répartition des tâches entre les contrôleurs légaux des comptes et/ou les cabinets d'audit ;
- g) il décrit la méthode utilisée, en précisant les parties du bilan qui ont fait l'objet d'une vérification directe et celles qui ont été vérifiées sur la base des tests de systèmes et de conformité, et en expliquant toute variation substantielle dans la pondération des tests de systèmes et de conformité par rapport à l'exercice précédent, même si le contrôle légal des comptes de l'exercice précédent a été effectué par d'autres contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit ;
- h) il indique le seuil de signification quantitatif appliqué pour réaliser le contrôle légal des états financiers dans leur ensemble et, le cas échéant, le ou les seuils de signification pour certaines catégories d'opérations, certains soldes de comptes ou certaines informations à fournir, ainsi que les facteurs qualitatifs pris en compte pour fixer le seuil de signification
- i) il indique et explique les appréciations relatives à des événements ou des conditions relevés lors du contrôle légal des comptes qui pourraient mettre sérieusement en doute la capacité de l'entité à poursuivre ses activités, en précisant s'ils constituent des incertitudes significatives; il fournit par ailleurs un résumé de l'ensemble des garanties, lettres de confort, engagements d'intervention publique et autres mesures de soutien dont il a été tenu compte pour l'évaluation de la capacité à poursuivre les activités ;
- j) il fait état des carences significatives détectées dans le système de contrôle financier interne de l'entité contrôlée ou, dans le cas d'états financiers consolidés, de celui de l'entreprise mère et/ou dans son système comptable. Pour chacune de ces carences significatives détectées, le rapport complémentaire indique si la direction a remédié ou non à la carence en question ;
- k) il indique les cas importants supposant le non-respect avéré ou suspecté des dispositions législatives et réglementaires ou des statuts qui ont été identifiés au cours du contrôle légal des comptes, pour autant qu'ils soient jugés pertinents afin de permettre au comité d'audit d'accomplir ses tâches;
- l) il indique et analyse les méthodes d'évaluation appliquées aux différents éléments des états financiers annuels ou consolidés, y compris l'impact éventuel des changements intervenus dans ces méthodes ;
- m) lorsque le contrôle légal des comptes porte sur des états financiers consolidés, il précise le périmètre de consolidation et les critères d'exclusion appliqués par l'entité contrôlée aux entités non consolidées, le cas échéant, et indique si les critères appliqués sont conformes au

	<p>cadre de l'information financière ;</p> <p>n) le cas échéant, il indique les travaux d'audit réalisés par le ou les contrôleurs de pays tiers, le ou les contrôleurs légaux de comptes, l'entité ou les entités d'audit de pays tiers ou les cabinets d'audit en rapport avec le contrôle légal d'états financiers consolidés, autres que des membres du même réseau que celui dont fait partie le contrôleur des états financiers consolidés ;</p> <p>o) il indique si tous les documents et explications demandés ont été fournis par l'entité contrôlée ;</p> <p>p) il indique :</p> <p>i) les éventuelles difficultés importantes rencontrées pendant le contrôle légal des comptes ;</p> <p>ii) tout problème significatif découlant du contrôle légal des comptes qui a été discuté ou a fait l'objet d'une correspondance avec la direction ; et</p> <p>iii) tout autre problème découlant du contrôle légal des comptes qui, selon le jugement professionnel du contrôleur légal des comptes, est important pour la supervision du processus d'information financière.</p> <p>Les États membres peuvent fixer des exigences supplémentaires relatives au contenu du rapport complémentaire destiné au comité d'audit.</p> <p>À la demande d'un contrôleur légal des comptes, d'un cabinet d'audit ou du comité d'audit, les contrôleurs légaux des comptes ou les cabinets d'audit discutent des questions essentielles découlant du contrôle légal des comptes, qui sont visées dans le rapport complémentaire destiné au comité d'audit, et en particulier au point j) du premier alinéa, avec le comité d'audit, l'organe d'administration ou, le cas échéant, l'organe de surveillance de l'entité contrôlée.</p> <p>3. Lorsqu'il a été fait simultanément appel à plusieurs contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit, et qu'un désaccord a surgi entre eux sur les procédures d'audit, les règles comptables ou toute autre question concernant le contrôle légal des comptes, les raisons de ce désaccord sont expliquées dans le rapport complémentaire destiné au comité d'audit.</p> <p>4. Le rapport complémentaire destiné au comité d'audit est signé et daté. Lorsqu'un cabinet d'audit procède au contrôle légal des comptes, le rapport complémentaire destiné au comité d'audit est signé par les contrôleurs légaux qui effectuent le contrôle légal pour le compte dudit cabinet.</p> <p>5. Sur demande, et conformément au droit national, les contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit mettent sans délai le rapport complémentaire à la disposition des autorités compétentes au sens de l'article 20, paragraphe 1 ».</p>
<p>Levée du secret professionnel à l'égard du comptable public d'un organisme public</p>	<p>Art. L. 823-16-1.- Les commissaires aux comptes sont déliés du secret professionnel à l'égard du comptable public d'un organisme public lorsqu'ils sont chargés de la certification des comptes dudit organisme.</p> <p>Les commissaires aux comptes adressent copie de leurs rapports de certification des comptes des organismes publics dotés d'un comptable public à ce dernier.</p>
<p>Convocations du commissaire aux comptes</p>	<p>Art. L. 823-17.- Les commissaires aux comptes sont convoqués à toutes les réunions du conseil d'administration ou du directoire et du conseil de surveillance, ou de l'organe collégial d'administration ou de direction et de l'organe de surveillance qui examinent ou arrêtent des comptes annuels ou intermédiaires, ainsi qu'à toutes les assemblées d'actionnaires ou d'associés ou à toutes les réunions de l'organe compétent mentionné à l'article L. 823-1⁽¹⁾.</p> <p>Voir Art. R. 823-9 C. com.</p> <p>⁽¹⁾Assemblée générale ou organe exerçant des fonctions analogues.</p>
<p>Prise en charge des honoraires</p> <p>Mandats EIP - Limitation des honoraires facturés au titre des SACC – Principes Plafond 70 %</p>	<p>Art. L. 823-18. I.- Les honoraires du commissaire aux comptes sont supportés par la personne ou l'entité dont il est chargé de certifier les comptes.</p> <p>Ces honoraires sont fixés selon des modalités déterminées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>II.- Lorsque le commissaire aux comptes fournit à une entité d'intérêt public dont il est chargé de certifier les comptes, ou à la personne qui la contrôle ou qui est contrôlée par elle au sens des I et II de l'article L. 233-3, des services autres que la certification des comptes, le total des honoraires facturés pour ces autres services se limite à 70 % de la moyenne des honoraires facturés au cours des trois derniers exercices pour le contrôle légal des comptes et des états financiers consolidés de l'entité d'intérêt public et, le cas échéant, de la personne qui la contrôle ou qui est contrôlée</p>

<p>Mandats EIP – Honoraires – Plafond de 15%</p> <p>Mandats EIP - Limitation des honoraires facturés au titre des SACC - Dérogations</p>	<p>par elle.</p> <p>Les services autres que la certification des comptes qui sont requis par la législation de l'Union ou par une disposition législative ou réglementaire sont exclus de ce calcul.</p> <p>Le commissaire aux comptes respecte en outre les dispositions du paragraphe 3 de l'article 4 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽¹⁾.</p> <p>III.- Le Haut conseil peut, à la demande du commissaire aux comptes, autoriser ce dernier, à titre exceptionnel, à dépasser le plafond prévu au II pendant une période n'excédant pas deux exercices.</p> <p><i>Voir Art. R. 823-10 (comptabilité spéciale du CAC), R. 823-12 à R. 823-20 (barème en heures, honoraires) et R. 823-21-2 (EIP - demande de dérogation pour les 70 %) C. com.</i></p> <p><u>Commentaire :</u> <i>Conformément à l'article 53, 6°, de l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016, les dispositions du II. de l'article L. 823-18 du code de commerce, dans sa rédaction issue de la présente ordonnance, entrent en vigueur à compter du quatrième exercice ouvert postérieurement au 16 juin 2016.</i></p> <p>⁽¹⁾ Art. 4 du règlement « Honoraires d'audit » : « (...) 3. Lorsque les honoraires totaux reçus d'une entité d'intérêt public au cours de chacun des trois derniers exercices consécutifs représentent plus de 15 % du total des honoraires reçus par le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit ou, le cas échéant, par le contrôleur du groupe effectuant le contrôle légal des comptes au cours de chacun de ces exercices, ce contrôleur légal des comptes ou ce cabinet d'audit ou, le cas échéant, ce contrôleur du groupe en informe le comité d'audit et analyse avec lui les risques pesant sur leur indépendance et les mesures de sauvegarde appliquées pour atténuer ces risques. Le comité d'audit examine si la mission d'audit devrait être soumise à un examen de contrôle qualité de la mission par un autre contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit avant la publication du rapport d'audit. Lorsque les honoraires reçus d'une telle entité d'intérêt public continuent de dépasser 15 % du total des honoraires reçus par le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit, ou, le cas échéant, par le contrôleur du groupe effectuant le contrôle légal, le comité d'audit décide, sur la base de critères objectifs, si le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit ou le contrôleur du groupe chargé du contrôle légal des comptes d'une telle entité ou d'un tel groupe d'entités peut continuer à effectuer ce contrôle pendant une période supplémentaire, qui ne peut en aucun cas dépasser deux ans (...).».</p>
<p>Litiges liés aux honoraires</p>	<p>Art. L. 823-18-1. (ancien article L. 823-18) - Les litiges relatifs à la rémunération des commissaires aux comptes sont portés devant le Haut conseil du commissariat aux comptes, sans préjudice de l'application des dispositions du cinquième alinéa du 2° du II de l'article L. 824-1.</p> <p><i>Voir Art. R. 823-18 à R. 823-20 C. Com.</i></p> <p><u>Commentaire :</u> <i>En application de l'article 53, 7°, de l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016, les commissions régionales de discipline mentionnées à l'article L. 824-9 du code de commerce, dans sa rédaction issue de l'ordonnance, ont compétence pour statuer sur les procédures de discipline et les procédures en matière d'honoraires pendantes le 17 juin 2016, devant les commissions régionales d'inscription statuant en chambres régionales de discipline.</i></p>

SECTION 4
« DU COMITE SPECIALISE »

Art. L. 823-19. I.- Au sein des entités d'intérêt public au sens de l'article L. 820-1 et des sociétés de financement au sens du II de l'article L. 511-1 du code monétaire et financier, un comité spécialisé agissant sous la responsabilité, selon le cas, de l'organe chargé de l'administration ou de l'organe de surveillance, assure le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières.

II.- La composition de ce comité est fixée, selon le cas, par l'organe chargé de l'administration ou de la surveillance. Elle ne peut comprendre que des membres de l'organe chargé de l'administration ou de la surveillance en fonction dans la société, à l'exclusion de ceux exerçant des fonctions de direction. Un membre au moins du comité doit présenter des compétences particulières en matière financière, comptable ou de contrôle légal des comptes et être indépendant au regard de critères précisés et rendus publics par l'organe chargé de l'administration ou de la surveillance.

Sans préjudice des compétences des organes chargés de l'administration, de la direction et de la surveillance, ce comité est notamment chargé des missions suivantes :

1° Il suit le processus d'élaboration de l'information financière et, le cas échéant, formule des recommandations pour en garantir l'intégrité ;

2° Il suit l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sans qu'il soit porté atteinte à son indépendance ;

3° Il émet une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale ou l'organe exerçant une fonction analogue. Cette recommandation adressée à l'organe chargé de l'administration ou l'organe de surveillance est élaborée conformément aux dispositions de l'article 16 du règlement (UE) n° 537/2014 précité⁽¹⁾ ; il émet également une recommandation à cet organe lorsque le renouvellement du mandat du ou des commissaires est envisagé dans les conditions définies à l'article L. 823-3-1⁽²⁾ ;

4° Il suit la réalisation par le commissaire aux comptes de sa mission ; en ce qui concerne les entités d'intérêt public, il tient compte des constatations et conclusions du Haut conseil du commissariat aux comptes consécutives aux contrôles réalisés en application des articles L. 821-9 et suivants ;

5° Il s'assure du respect par le commissaire aux comptes des conditions d'indépendance définies à la section 2 du chapitre II du présent titre ; en ce qui concerne les entités d'intérêt public, le cas échéant, il prend les mesures nécessaires à l'application du paragraphe 3 de l'article 4 du règlement (UE) n° 537/2014⁽³⁾ précité et s'assure du respect des conditions mentionnées à l'article 6 du même règlement⁽⁴⁾ ;

6° Il approuve, pour les entités d'intérêt public, la fourniture des services mentionnés à l'article L. 822-11-2⁽⁵⁾ ;

7° Il rend compte régulièrement à l'organe collégial chargé de l'administration ou à l'organe de surveillance de l'exercice de ses missions. Il rend également compte des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et du rôle qu'il a joué dans ce processus. Il l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Voir Art. R. 823-21-1 et R. 823-21-3 C. com.

⁽¹⁾ Art. 16 du règlement « **Désignation de contrôleurs légaux des comptes ou de cabinets d'audit** » (Cité sous article L. 823-1).

Obligation de confidentialité du comité spécialisé

Art. L. 823-21.- Le comité spécialisé ou l'organe qui en exerce les fonctions est tenu à une obligation de confidentialité à l'égard des informations relatives :

1° Aux services fournis par les membres du réseau auquel appartient le commissaire aux comptes, mentionnées au I de l'article L. 820-3 ;

2° Aux constatations et conclusions du Haut conseil mentionnées au 4° du II de l'article L. 823-19.

Voir Art. R. 823-21-3 C. com.

CHAPITRE IV	« DES SANCTIONS »
	<p style="text-align: center;">SECTION 1 « DE LA NATURE DES MANQUEMENTS ET DES SANCTIONS »</p>
<p>CAC passibles de sanctions à raison de fautes disciplinaires</p> <p>Définition de la faute disciplinaire</p> <p>Autres personnes physiques et morales passibles de sanctions à raison de manquements</p>	<p>Art. L. 824-1. (ancien article L. 822-6) I.- Sont passibles des sanctions prévues à l'article L. 824-2, les commissaires aux comptes à raison des fautes disciplinaires qu'ils commettent.</p> <p>Constitue une faute disciplinaire :</p> <p>1° Tout manquement aux conditions légales d'exercice de la profession ;</p> <p>2° Toute négligence grave et tout fait contraire à la probité ou à l'honneur.</p> <p>II.- Sont passibles des sanctions prévues à l'article L. 824-3 à raison des manquements suivants :</p> <p>1° Les associés, salariés du commissaire aux comptes, toute autre personne participant à la mission de certification ou les personnes qui sont étroitement liées au commissaire aux comptes au sens de l'article 3, paragraphe 26, du règlement (UE) n° 596/2014 du 16 avril 2014⁽¹⁾, du fait des manquements aux dispositions de l'article L. 822-11-3 ainsi qu'aux dispositions du code de déontologie relatives aux liens personnels, professionnels ou financiers ;</p> <p>2° Les entités d'intérêt public, leurs gérants, administrateurs ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, du fait :</p> <p>a) De manquements aux dispositions des articles L. 822-11, L. 822-11-1 et L. 822-11-2 et de l'article 5 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽²⁾, relatives aux services fournis par les commissaires aux comptes ;</p> <p>b) De manquements aux dispositions de l'article L. 823-1, relatives à la désignation des commissaires aux comptes ;</p> <p>c) De manquements aux dispositions des articles L. 823-3-1 et de l'article 17 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽³⁾, relatives à la durée du mandat ;</p> <p>d) De manquements aux dispositions relatives aux honoraires prévues à l'article L. 823-18 et à l'article 4 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽⁴⁾ ;</p> <p>3° Les personnes ou entités soumises à l'obligation de certification de leurs comptes, leurs gérants, administrateurs ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, ainsi que les personnes mentionnées au 1°, lorsqu'elles s'opposent de quelque façon que ce soit à l'exercice des fonctions confiées aux agents du Haut conseil du commissariat aux comptes en matière de contrôles et d'enquêtes par les dispositions du présent chapitre, de la section 2 du chapitre 1er, et de l'article 23 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽⁵⁾;</p> <p>4° Tout dirigeant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou personne occupant un poste de direction au sein d'une personne ou entité, ainsi que cette personne ou entité, du fait d'un manquement aux dispositions de l'article L. 822-12⁽⁶⁾.</p> <p>5° Les membres des organes de direction des sociétés de commissaires aux comptes et les autres personnes physiques au sein de ces sociétés, du fait de leur implication personnelle dans les manquements aux dispositions des sections 3 à 6 du chapitre 1er du titre VI du livre V du code monétaire et financier⁽⁷⁾.</p> <p>⁽¹⁾ Art. 3 du règlement (UE) n° 596/2014 du 16 avril 2014 sur les abus de marché « Définitions » : « 1. Aux fins du présent règlement, on entend par : (...)» ⁽²⁾ « personne étroitement liée » :</p>

	<p>a) le conjoint ou un partenaire considéré comme l'équivalent du conjoint conformément au droit national ;</p> <p>b) l'enfant à charge conformément au droit national ;</p> <p>c) un parent qui appartient au même ménage depuis au moins un an à la date de la transaction concernée ; ou</p> <p>d) une personne morale, un trust ou une fiducie, ou un partenariat, dont les responsabilités dirigeantes sont exercées par une personne exerçant des responsabilités dirigeantes ou par une personne visée aux points a), b) et c), qui est directement ou indirectement contrôlé(e) par cette personne, qui a été constitué(e) au bénéfice de cette personne, ou dont les intérêts économiques sont substantiellement équivalents à ceux de cette personne ».</p> <p>⁽²⁾ Art. 5 du règlement « Interdiction de fournir des services autres que d'audit » (Cité sous Art. L. 822-11 et L. 822-11-1).</p> <p>⁽³⁾ Art. 17 du règlement « Durée de la mission d'audit » (Cité sous Art. L. 823-3-1).</p> <p>⁽⁴⁾ Art. 4 du règlement « Honoraires d'audit » (Cité sous Art. L. 823-18).</p> <p>⁽⁵⁾ Art. 23 du règlement « Pouvoirs des autorités compétentes » :</p> <p>« 1. Sans préjudice de l'article 26, dans l'exercice de leurs missions au titre du présent règlement, ni les autorités compétentes ni aucune autre autorité publique d'un État membre ne peuvent interférer avec le contenu des rapports d'audit.</p> <p>2. Les États membres veillent à ce que les autorités compétentes soient investies de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de leurs fonctions au titre du présent règlement, conformément aux dispositions du chapitre VII de la directive 2006/43/CE.</p> <p>3. Les pouvoirs visés au paragraphe 2 du présent article comprennent au moins le pouvoir :</p> <p>a) d'accéder aux données liées au contrôle légal des comptes ou à d'autres documents détenus par les contrôleurs légaux des comptes ou cabinets d'audit, sous quelque forme que ce soit, utiles à l'accomplissement de leurs missions, et en recevoir ou en prendre une copie</p> <p>b) d'obtenir de toute personne des informations liées au contrôle légal des comptes ;</p> <p>c) de procéder à des inspections sur place de contrôleurs légaux des comptes ou de cabinets d'audit ;</p> <p>d) de saisir les autorités judiciaires en vue de poursuites pénales ;</p> <p>e) de demander à des experts de procéder à des vérifications ou des enquêtes ;</p> <p>f) d'arrêter les mesures administratives et imposer les sanctions visées à l'article 30 bis de la directive 2006/43/CE.</p> <p>Les autorités compétentes ne peuvent faire usage des pouvoirs visés au premier alinéa qu'à l'égard :</p> <p>a) des contrôleurs légaux des comptes et des cabinets d'audit procédant au contrôle légal des comptes d'entités d'intérêt public ;</p> <p>b) des personnes participant aux activités des contrôleurs légaux des comptes et des cabinets d'audit procédant au contrôle légal des comptes d'entités d'intérêt public ;</p> <p>c) des entités d'intérêt public contrôlées, de leurs entités affiliées et des tiers qui y sont liés ;</p> <p>d) des tiers auprès desquels les contrôleurs légaux des comptes et les cabinets d'audit procédant au contrôle légal des comptes d'entités d'intérêt public ont externalisé certaines fonctions ou activités ; et</p> <p>e) des personnes autrement liées ou associées aux contrôleurs légaux des comptes et aux cabinets d'audit procédant au contrôle légal des comptes d'entités d'intérêt public.</p> <p>4. Les États membres veillent à ce que les autorités compétentes soient autorisées à exercer leurs pouvoirs de surveillance et d'enquête de l'une quelconque des manières suivantes :</p> <p>a) directement</p> <p>b) en collaboration avec d'autres autorités ;</p> <p>c) par la saisine des autorités judiciaires compétentes.</p> <p>5. Les pouvoirs de surveillance et d'enquête des autorités compétentes sont exercés dans le plein respect du droit national, en particulier des principes du respect de la vie privée et des droits de la défense.</p> <p>6. Le traitement des données à caractère personnel traitées dans l'exercice des pouvoirs de surveillance et d'enquête octroyés en vertu du présent article est effectué conformément à la directive 95/46/CE ».</p> <p>⁽⁶⁾ Délai de carence (CAC devenant dirigeant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou occupant un poste de direction au sein d'entités auditées ou des entités de la chaîne de contrôle).</p> <p>⁽⁷⁾ Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.</p>
<p>Sanctions applicables aux CAC</p>	<p>Art. L. 824-2. (ancien article L. 822-8) I.- Les commissaires aux comptes sont passibles des sanctions suivantes :</p> <p>1° L'avertissement ;</p> <p>2° Le blâme ;</p> <p>3° L'interdiction d'exercer la fonction de commissaire aux comptes pour une</p>

Sanctions applicables aux personnes mentionnées au paragraphe II de l'article L. 824-1

Art. L. 824-3. I.- Les personnes mentionnées au II de l'article L. 824-1 sont passibles des sanctions suivantes :

1° L'interdiction pour une durée n'excédant pas trois ans d'exercer des fonctions d'administration ou de direction au sein d'entités d'intérêt public et des fonctions de commissaire aux comptes ;

2° Le paiement, à titre de sanction pécuniaire, d'une somme n'excédant pas les montants suivants :

a) Pour les personnes physiques mentionnées aux 1° et 3° du II de l'article L. 824-1, la somme de 50 000 euros ;

b) Pour les personnes physiques mentionnées aux 2° et 4° du II de l'article L. 824-1, la somme de 250 000 euros ;

c) Pour les personnes morales mentionnées aux 1°, 3° et 4° du II de l'article L. 824-1, la somme de 500 000 euros ;

d) Pour les personnes morales mentionnées au 2° du II de l'article L. 824-1, la plus élevée des sommes suivantes :

- un million d'euros ;

- lorsque le manquement intervient dans le cadre d'une mission de certification, la moyenne annuelle des honoraires facturés au titre de l'exercice durant lequel le manquement a été commis et des deux exercices précédant celui-ci, par le commissaire aux comptes, à la personne morale concernée ou, à défaut, le montant des honoraires facturés par le commissaire aux comptes à la personne morale concernée au titre de l'exercice au cours duquel le manquement a été commis.

e) Pour les personnes mentionnées au 5° du II de l'article L. 824-1 le double du montant de l'avantage tiré de l'infraction ou, lorsqu'il n'est pas possible de déterminer celui-ci, la somme de 1 million euros.

En cas de manquement réitéré dans les cinq années à compter de la date à laquelle la sanction pécuniaire précédemment prononcée est devenue définitive, le montant de la sanction pécuniaire prononcée ne peut excéder le double des montants mentionnés aux a, b, c et d.

Les sommes sont versées au Trésor public.

Sursis total ou partiel

II.- Les sanctions prévues au I peuvent être assorties du sursis total ou partiel. Si, dans le délai de cinq ans à compter du prononcé de la sanction, la personne sanctionnée commet un manquement entraînant le prononcé d'une nouvelle sanction, celle-ci entraînera, sauf décision motivée, l'exécution de la première sanction sans confusion possible avec la seconde.

III.- En cas de manquement aux dispositions des sections 3 à 6 du chapitre Ier du titre VI du livre V du code monétaire et financier⁽¹⁾, les personnes mentionnées au 5° du II de l'article L. 824-1 peuvent faire l'objet d'une injonction de cesser le comportement constitutif du manquement.

Voir Art. R. 824-20 et s. C. com.

⁽¹⁾Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

	SECTION 2 « DE LA PROCEDURE »
<p>Personnes habilitées à saisir le rapporteur général</p> <p>Délai de prescription en matière de sanction H3C</p>	<p>Art. L. 824-4.- Le rapporteur général est saisi de tout fait susceptible de justifier l'engagement d'une procédure de sanction par :</p> <p>1° Le premier président de la Cour des comptes ou le président d'une chambre régionale des comptes ;</p> <p>2° Le procureur général près la cour d'appel compétente ;</p> <p>3° Le président de l'Autorité des marchés financiers ;</p> <p>4° Le président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ;</p> <p>5° Le président du Haut conseil du commissariat aux comptes ;</p> <p>6° Le président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ou le président d'une compagnie régionale.</p> <p>Le rapporteur général peut également se saisir des signalements dont il est destinataire.</p> <p>Les faits remontant à plus de six ans ne peuvent faire l'objet d'une sanction s'il n'a été fait pendant ce délai aucun acte tendant à leur recherche, à leur constatation ou à leur sanction.</p> <p><i>Voir Art. R. 824-9 C. com.</i></p>
<p>Enquête</p> <p>Pouvoirs du rapporteur général et des enquêteurs</p> <p>Possibilité pour toute personne entendue de se faire assister par un conseil de son choix</p>	<p>Art. L. 824-5. (anciens articles L. 821-9 et L. 821-12) - Le rapporteur général procède à une enquête. Il peut désigner des enquêteurs pour l'assister.</p> <p>Le rapporteur général et les enquêteurs peuvent à cet effet :</p> <p>1° Obtenir du commissaire aux comptes, sans que celui-ci puisse opposer le secret professionnel, tout document ou information, sous quelque forme que ce soit ; ils peuvent en exiger une copie ;</p> <p>2° Obtenir de toute personne tout document ou information utile à l'enquête ; ils peuvent en exiger une copie ;</p> <p>3° Convoquer et entendre toute personne susceptible de leur fournir des informations ;</p> <p>4° Accéder aux locaux à usage professionnel ;</p> <p>5° Demander à des commissaires aux comptes inscrits sur une liste établie par le Haut conseil après avis de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, de procéder à des vérifications ou d'effectuer des actes d'enquête sous leur contrôle ;</p> <p>6° Faire appel à des experts.</p> <p>Toute personne entendue pour les besoins de l'enquête peut se faire assister par un conseil de son choix.</p> <p><i>Voir Art. R. 824-2 et s. C. com.</i></p>
<p>Rapporteur général et blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme</p>	<p>Art. L. 824-6. (ancien article L. 821-12-1) - Lorsqu'il constate des faits susceptibles d'être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme, le rapporteur général en informe le service mentionné à l'article L. 561-23⁽¹⁾ du code monétaire et financier.</p> <p>⁽¹⁾ TRACFIN.</p>

<p>Demande de suspension provisoire du CAC</p>	<p>Art. L. 824-7. (ancien article L. 821-10) - Lorsque des faits d'une particulière gravité apparaissent de nature à justifier des sanctions pénales ou disciplinaires, le rapporteur général peut, lorsque l'urgence et l'intérêt public le justifient, et après que l'intéressé a été mis en mesure de présenter ses observations, saisir le Haut conseil qui délibère hors la présence de la formation restreinte d'une demande de suspension provisoire d'une durée maximale de six mois, d'un commissaire aux comptes, personne physique.</p> <p>Le rapporteur général ou le Haut conseil peut être saisi d'une demande de suspension provisoire par l'une des autorités mentionnées à l'article L. 824-4.</p> <p>Le Haut conseil dans sa composition mentionnée au premier alinéa peut à tout moment mettre fin à la suspension provisoire de sa propre initiative ou à la demande de l'intéressé.</p> <p>La suspension provisoire cesse de plein droit dès que les actions pénale et disciplinaire sont éteintes.</p> <p><i>Voir Art. R. 824-8 C. com.</i></p>
<p>Rapport d'enquête</p> <p>Arrêté des griefs par le Haut conseil - Notification des griefs</p> <p>Droits de la défense</p> <p>Rapport final</p>	<p>Art. L. 824-8.- A l'issue de l'enquête et après avoir entendu la personne intéressée, le rapporteur général établit un rapport d'enquête qu'il adresse au Haut conseil. Lorsque les faits justifient l'engagement d'une procédure de sanction, le Haut conseil délibérant hors la présence des membres de la formation restreinte arrête les griefs qui sont notifiés par le rapporteur général à la personne intéressée. La notification expose les faits passibles de sanction. Elle est accompagnée des principaux éléments susceptibles de fonder les griefs.</p> <p>La personne intéressée peut consulter le dossier et présenter ses observations. Elle peut se faire assister par un conseil de son choix à toutes les étapes de la procédure.</p> <p>Le rapporteur général établit un rapport final qu'il adresse à la formation restreinte avec les observations de la personne intéressée.</p> <p><i>Voir Art. R. 824-1 et R. 824-10 à R. 824-13 C. com.</i></p> <p>Nota : l'article 24 de la loi PACTE entré en vigueur le 24 mai 2019 a supprimé les chambres régionales de discipline. Désormais, seul le H3C statuant en formation restreinte connaît de l'action intentée à l'encontre des commissaires aux comptes, des contrôleurs de pays tiers et des personnes autres que les commissaires aux comptes.</p>
<p>Commission régionale de discipline</p>	<p>Art. L. 824-9.- (Abrogé)</p>
<p>Compétence du Haut conseil statuant en formation restreinte</p>	<p>Art. L. 824-10.- Le Haut conseil statuant en formation restreinte connaît de l'action intentée à l'encontre des commissaires aux comptes inscrits sur la liste mentionnée au I de l'article L. 822-1, des contrôleurs des pays tiers mentionnés au I de l'article L. 822-1-5 et des personnes autres que les commissaires aux comptes.</p> <p>II.- (Abrogé)</p> <p>III.- (Abrogé)</p> <p><i>Commentaire :</i> <i>En application de l'article 53, 8°, de l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016, le Haut conseil statuant en formation restreinte est compétent pour se prononcer sur les appels formés avant le 17 juin 2016 contre les décisions</i></p>

	<p><i>des commissions régionales d'inscription et contre les décisions des mêmes commissions statuant en chambres régionales de discipline.</i></p> <p>Nota : l'article 24 de la loi PACTE entré en vigueur le 24 mai 2019 a supprimé les chambres régionales de discipline. Désormais, seul le H3C statuant en formation restreinte connaît de l'action intentée à l'encontre des commissaires aux comptes, des contrôleurs de pays tiers et des personnes autres que les commissaires aux comptes.</p>
<p>Convocation à l'audience</p> <p>Récusation d'un membre de la formation</p> <p>Audience publique</p> <p>Audience à huis clos</p> <p>Assistance ou représentation</p> <p>Audition du président de CRCC</p> <p>Audition de tiers</p> <p>Présence du rapporteur général ou de son représentant à l'audience</p> <p>Proposition de sanctions par le rapporteur général</p> <p>Délibération</p> <p>Décision</p>	<p>Art. L. 824-11.- La formation restreinte convoque la personne poursuivie à une audience qui se tient deux mois au moins après la notification des griefs.</p> <p>Lorsqu'il existe une raison sérieuse de mettre en doute l'impartialité d'un membre de la formation, sa récusation est prononcée à la demande de la personne poursuivie ou du rapporteur général.</p> <p>L'audience est publique. Toutefois, d'office ou à la demande de la personne intéressée, le président peut interdire au public l'accès de la salle pendant tout ou partie de l'audience dans l'intérêt de l'ordre public ou lorsque la protection des secrets d'affaires ou de tout autre secret protégé par la loi l'exige.</p> <p>La personne poursuivie peut être assistée ou représentée par le conseil de son choix.</p> <p>Le président de la compagnie régionale des commissaires aux comptes dont relève la personne poursuivie peut demander à être entendu.</p> <p>Le président peut décider d'entendre toute personne dont l'audition lui paraît utile.</p> <p>Le rapporteur général ou la personne qu'il désigne pour le représenter assiste à l'audience.</p> <p>Il peut proposer une ou plusieurs des sanctions prévues aux articles L. 824-2 et L. 824-3.</p> <p>La formation restreinte délibère hors la présence des parties et du rapporteur général. Elle peut enjoindre à la personne intéressée de mettre un terme au manquement et de s'abstenir de le réitérer. Elle rend une décision motivée.</p> <p><i>Voir Art. R. 824-1, R. 824-16 et s. (procédure) et R. 824-20 (décision de sanction) C. com.</i></p>
	<p>SECTION 3</p> <p>« DES DECISIONS ET DES VOIES DE RECOURS »</p>
<p>Circonstances à prendre en compte dans le prononcé des sanctions</p>	<p>Art. L. 824-12.- Les sanctions sont déterminées en tenant compte :</p> <p>1° De la gravité et de la durée de la faute ou du manquement reprochés ;</p> <p>2° De la qualité et du degré d'implication de la personne intéressée ;</p> <p>3° De la situation et de la capacité financière de la personne intéressée, au vu notamment de son patrimoine et, s'agissant d'une personne physique de ses revenus annuels, s'agissant d'une personne morale de son chiffre d'affaires total ;</p> <p>4° De l'importance soit des gains ou avantages obtenus, soit des pertes ou coûts évités par la personne intéressée, dans la mesure où ils peuvent être</p>

	<p>déterminés ;</p> <p>5° Du degré de coopération dont a fait preuve la personne intéressée dans le cadre de l'enquête ;</p> <p>6° Des manquements commis précédemment par la personne intéressée.</p> <p>7° Lorsque la sanction est prononcée en raison de manquement aux dispositions des sections 3 à 6 du chapitre Ier du titre VI du livre V du code monétaire et financier⁽¹⁾, elle est en outre déterminée en tenant compte, le cas échéant, de l'importance du préjudice subi par les tiers.</p> <p><i>Voir Art. R. 824-19 et R. 824-20 C. com.</i></p> <p>⁽¹⁾Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.</p>
<p>Publication de la décision</p> <p>Anonymisation possible de la décision publiée</p> <p>Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme - Possibilité de différé ou de non publication de la décision</p> <p>Publication du recours sur le site Internet du H3C</p> <p>H3C et CEAOB</p>	<p>Art. L. 824-13.- La décision du Haut conseil est publiée sur son site internet. Le cas échéant, elle est également rendue publique dans les publications, journaux ou supports que le Haut conseil désigne, dans un format de publication proportionné à la faute ou au manquement commis et à la sanction infligée. Les frais sont supportés par les personnes sanctionnées.</p> <p>La décision est publiée sous forme anonyme dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :</p> <p>1° Lorsque la publication de la décision est susceptible de causer à la personne sanctionnée un préjudice grave et disproportionné, notamment, dans le cas d'une sanction infligée à une personne physique, lorsque la publication inclut des données personnelles ;</p> <p>2° Lorsque la publication serait de nature à perturber gravement la stabilité du système financier, de même que le déroulement d'une enquête ou d'un contrôle en cours.</p> <p>La publicité d'une sanction prononcée en application des dispositions des sections 3 à 6 du chapitre Ier du titre VI du livre V du code monétaire et financier peut être différée au moment où les raisons de ne pas la publier cessent d'exister. Le Haut conseil peut également décider de ne pas publier cette décision lorsque l'anonymat est insuffisant à garantir que la stabilité des marchés financiers ne soit pas compromise ou, lorsque les mesures concernées sont jugées mineures, pour garantir la proportionnalité de la publication de la décision.</p> <p>Lorsqu'une décision de sanction fait l'objet d'un recours, le Haut conseil, informé sans délai publie immédiatement cette information sur son site internet.</p> <p>Le Haut conseil informe sans délai l'organe mentionné au 2° de l'article 30 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014⁽¹⁾ des interdictions temporaires prononcées en application du 3° du I et du 2° du II de l'article L. 824-2 ainsi que du 1° du I de l'article L. 824-3.</p> <p><i>Voir Art. R. 824-22 C. com.</i></p> <p>⁽¹⁾CEAOB (voir également Art. R. 821-19-1 C. com.).</p>
<p>Recours devant le Conseil d'Etat</p>	<p>Art. L. 824-14.- La personne sanctionnée ou le président du Haut conseil après accord du collège peut former un recours de pleine juridiction devant le Conseil d'Etat.</p> <p><i>Voir Art. R. 824-23 C. com.</i></p>

SECTION 4 « DE LA COOPERATION EN MATIERE DE SANCTIONS »	
<p style="text-align: center;">Communications d'informations par le Rapporteur général aux autorités des Etats de l'UE ayant des compétences analogues aux siennes</p> <p style="text-align: center;">Enquêtes diligentées par le rapporteur général</p> <p style="text-align: center;">Demandes d'assistance des autorités des Etats hors UE ayant des compétences analogues aux siennes (réciprocité et secret professionnel)</p> <p style="text-align: center;">Participation des agents des autorités des Etats hors UE à l'enquête</p>	<p>L. 824-15. (anciens articles L. 821-5-1 et L. 821-5-2) I.- Le rapporteur général communique, à leur demande, les informations ou les documents qu'il détient ou qu'il recueille aux autorités des Etats membres de l'Union européenne exerçant des compétences analogues aux siennes.</p> <p>Le rapporteur général peut diligenter une enquête afin de répondre aux demandes d'assistance des autorités mentionnées au premier alinéa.</p> <p>Lorsque l'une de ces autorités le demande, le rapporteur général peut autoriser les agents de cette autorité à assister aux actes d'enquête.</p> <p>II.- Le rapporteur général peut diligenter une enquête afin de répondre aux demandes d'assistance des autorités des Etats non membres de l'Union européenne exerçant des compétences analogues aux siennes sous réserve de réciprocité et à la condition que l'autorité concernée soit soumise au secret professionnel avec les mêmes garanties qu'en France.</p> <p>Il peut, sous les mêmes réserves et condition, diligenter des actes d'enquête qu'il détermine afin de répondre aux demandes d'assistance des autorités mentionnées au premier alinéa du présent II.</p> <p>Le rapporteur peut, à titre exceptionnel, autoriser les agents des autorités des Etats non membres de l'Union européenne à assister aux enquêtes. Ces agents ne peuvent solliciter directement du commissaire aux comptes la communication d'informations ou de documents.</p> <p><i>Voir Art. R. 821-16 et s. C. com.</i></p>
	<p>Art. L. 824-16.- Les conditions d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p><i>Voir Art. R. 824-1 et s. C. com.</i></p>